

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE

LIBRE SALAIRE DE LA FEMME MARIÉE

ET LA

CONTRIBUTION DES ÉPOUX AUX CHARGES DU MÉNAGE

ÉTUDE DE LA LOI DU 13 JUILLET 1907

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 20 juin 1908, à 2 heures 1/2

PAR

Henri GASTALDI

Président : M. LEFEBVRE, professeur.

Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur.
AMBROISE COLIN, professeur.

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr^e.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE

LIBRE SALAIRE DE LA FEMME MARIÉE

ET LA

CONTRIBUTION DES ÉPOUX AUX CHARGES DU MÉNAGE

ÉTUDE DE LA LOI DU 13 JUILLET 1907

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 20 juin 1908, à 2 heures 1/2

PAR

Henri GASTALDI

Président : M. LEFEBVRE, professeur.

Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur.
AMBROISE COLIN, professeur.

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr'.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1208

LE
LIBRE SALAIRE DE LA FEMME MARIÉE
ET LA
CONTRIBUTION DES ÉPOUX AUX CHARGES DU MÉNAGE

INTRODUCTION

Parmi les nombreuses lois récemment votées aucune ne nous semble plus capable de nous intéresser que celle du 13 juillet 1907 relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage.

Par son actualité même et par l'intérêt pratique qu'elle présente dans l'application du notariat, elle est bien propre à retenir particulièrement notre attention. La multiplicité des problèmes qui s'ouvrent à l'esprit dès qu'on en parcourt le texte est une invitation à les étudier. En rechercher la solution avec toute l'impartialité dont nous sommes capable, et la donner s'il est possible, tel est notre but. Aucune ju-

risprudence n'existe encore sur une question aussi neuve, aussi devons-nous le plus souvent donner notre idée personnelle ; nous serions heureux si notre manière de voir était aussi celle de jurisconsultes expérimentés.

Nous verrons d'abord quelle est l'origine de la loi nouvelle, c'est-à-dire à quels besoins elle répondait. Dans un titre II nous en ferons le commentaire. Le titre III sera consacré à la recherche des diverses combinaisons de cette loi avec les différents régimes matrimoniaux tels qu'ils sont établis par le Code. Enfin avant de donner notre conclusion il nous paraît important d'examiner dans un titre IV quelle peut être la législation étrangère en cette matière ; car la comparaison de ce qui se passe chez le voisin est souvent très instructive.

Nous ne pouvons évidemment étudier dans son ensemble toute la législation européenne et américaine. Aussi bornerons-nous notre examen à l'Allemagne, la Belgique et la Suisse qui, nous le croyons, sont les pays que cette question a déjà le plus préoccupés.

Ce n'est qu'ensuite que nous donnerons notre simple opinion personnelle en recherchant si la loi du 13 juillet 1907 a bien donné ce que l'on pouvait en attendre.

TITRE I

CHAPITRE UNIQUE

Origine de la loi du 13 juillet 1907.

La situation juridique de la femme mariée a subi depuis quelques années une évolution sensible dans de nombreuses législations. La France ne pouvait demeurer en arrière de ce mouvement et conserver au cours du xx^e siècle, en ce qui concerne les droits de la femme mariée, l'état de choses existant à l'époque de Beaumanoir.

La situation juridique de la femme est en effet corrélatrice de sa situation sociale et celle-ci s'est beaucoup transformée au cours des siècles derniers par suite du développement considérable du commerce et de l'industrie, particulièrement de l'industrie mécanique.

Au moyen âge, en dehors de ses occupations domestiques, la femme ne pouvait guère être employée qu'aux travaux des champs où elle accompagnait son

mari; on conçoit au contraire très bien, aujourd'hui, que le mari et la femme aient chacun des métiers absolument distincts, et qu'il soit possible, pour cette dernière, de louer ses services au dehors du logis, et d'acquérir par son travail personnel, sinon de quoi entretenir le ménage, ce qui est le devoir de l'homme, du moins de quoi augmenter les ressources communes.

Les statistiques rapportent que le nombre des femmes qui travaillent et gagnent un salaire, ou touchent une rémunération quelconque, atteint presque la moitié du nombre des hommes occupés dans les mêmes conditions (1).

A notre époque de féminisme, souvent exagéré, on se préoccupe sans cesse des droits de la femme; on cherche à restreindre l'incapacité civile de l'épouse peut-être trop complète sous certains régimes; mais on se trouve alors face à face avec des lois qui ne sont que la résultante de la vieille tradition coutumière et de longs usages à ce point entrés dans nos mœurs, qu'il est impossible de changer du jour au lendemain ce que la suite des siècles a établi.

Assurément notre législation matrimoniale antérieure à la loi du 13 juillet 1907 présentait pour la femme mariée de très graves dangers, dans le cas

1. V. notes statistiques communiquées par M. Cauwès à la Société d'étud. légis. *Bulletin de la Soc.*, 1902, p. 183.

particulièrement où les époux étaient mariés sous le régime de la communauté, soit qu'il s'agit d'une communauté réduite aux acquêts, régime le plus couramment adopté par contrat de mariage, soit qu'il s'agit d'une communauté légale, régime de l'énorme majorité des ménages français si l'on songe à la quantité d'unions célébrées sans contrat préalable.

Dans les classes bourgeoises, alors que la femme ne travaille pas, les dangers auxquels la récente loi a voulu parer n'existent pas au même titre que pour les classes ouvrières, si bien qu'on a pu dire : « Notre Code civil est la loi d'une société bourgeoise et de familles qui possèdent un patrimoine plus ou moins considérable, mais ce n'est pas le code du travail ni du travailleur (1). » Et aussi : « A vrai dire l'ouvrier a été presque entièrement oublié dans notre Code civil (2). »

Chef de la communauté, ayant l'administration de tout ce qui la compose, le mari pouvait exiger la remise par la femme du produit de son travail ; il pouvait même le jour de paye, se présenter chez le patron de sa femme et lui réclamer le montant des salaires gagnés par elle ; s'il ne le faisait pas, la femme ne touchait ses gains que par l'effet d'un mandat tacite de son mari, mandat essentiellement révocable.

N'était-il pas à craindre, et, en fait cela n'arri-

1. Rapport sur le concours pour le prix du budget (publié en tête de l'ouvrage de M. Morizot Thibault sur l'autorité maritale, p. XV.

2. Glasson, *Le Code civil et la question ouvrière*, p. 6.

vait-il pas, que, seigneur et maître de la communauté, le mari en profitât pour disposer de l'argent, souvent péniblement acquis par sa femme, qu'il en fit un usage totalement étranger aux besoins du ménage, à l'entretien des enfants ou à l'épargne ; n'était-il pas à craindre qu'il le dissipât en dépenses ou plaisirs personnels, souvent au cabaret.

Le fait du mari paresseux, joueur, ivrogne ou débauché, peut-être seulement insouciant ou inhabile dans la gestion du patrimoine commun, a certes préoccupé de tout temps les législateurs, les moralistes et les économistes ; c'est pourquoi de nombreuses tentatives ont été faites dans le sens d'une réforme tendant à retirer au mari la disposition du salaire de sa femme.

Certains voudraient même aller beaucoup plus loin et ne se contenteraient pas seulement d'une protection de la femme quant aux produits de son travail, mais voudraient la voir complètement libérée des pouvoirs du mari jugés encore trop considérables.

Dans la pensée de réaliser une entière égalité des pouvoirs, quelques auteurs ne verraient pas à regret instituer le régime de la séparation de biens comme régime légal.

Dès le xviii^e siècle, Condorcet soutenait déjà la thèse de la suppression de toute idée de subordination de la femme mariée.

C'est le principe des législations anglo-américaines. C'est aussi celui du Code russe de 1883 qui a donné

à la femme mariée une liberté complète, dans un régime de séparation de biens (1). Et déjà en France, sous l'Empire en 1866, des jurisconsultes économistes et législateurs parmi lesquels on pourrait citer : J. Favre, J. Ferry, J. Simon, Floquet, Hérold, Vacherot, Garnier, Courcelle, Acolas et M. Henri Brisson avaient, au sein de leur comité pour la refonte de notre législation civile, envisagé cet idéal féministe et socialiste comme d'une réalisation possible.

M. Aftalion dans son ouvrage sur les droits de la femme mariée, tout en admettant le pouvoir marital dans les régimes qui donnent au mari le gouvernement des biens de l'épouse, estime que l'institution de l'incapacité de la femme mariée, contradictoire en elle-même, se concilie mal avec le régime de communauté et est absolument inconciliable avec le régime de séparation ou le régime dotal.

Sans vouloir bouleverser entièrement les règles séculaires de nos régimes matrimoniaux, les législateurs modernes se sont, avec de nombreux jurisconsultes, préoccupés du problème de la capacité de la femme mariée qui travaille, quant aux gains qu'elle a pu réaliser.

Déjà dans beaucoup de pays étrangers des réformes ont abouti en ce sens, en Allemagne notamment

1. V. Aftalion. *La femme mariée, ses droits et ses intérêts pécuniaires*, page 364.

et en Suisse, mais aussi dans les pays du nord tels le Danemark et la Norvège.

Sans empiéter sur notre titre IV qui aura pour objet une rapide étude des législations étrangères en notre matière, nous pouvons dire dès maintenant, qu'en Allemagne, par exemple, le Code civil de 1896-1900 a réduit la prépondérance du mari dans toute la mesure possible, et l'a restreinte au strict minimum. Les fonctions administratives du mari et celle de la femme sont désormais délimitées. Chacun a son rôle et la femme participe à la gestion du patrimoine commun.

C'est par ces règles, que le code allemand est arrivé à supprimer l'utilité d'une protection ou d'une garantie au profit de la femme.

Il a préféré créer l'institution des biens réservés, pour l'administration et la disposition desquels, la femme a tous pouvoirs au même titre que si elle n'était pas mariée.

Lois du 9 avril 1881 et du 20 juillet 1895.

En France même, un premier pas a été tenté dans cette voie par les lois du 9 avril 1881 et du 20 juillet 1895 qui autorisent les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, à se faire ouvrir des livrets de caisse d'épargne sans l'assistance de leurs maris, et à retirer sans cette assistance les

sommes inscrites aux livrets ainsi ouverts, sauf toutefois, opposition du mari.

On voit donc que le mari avait encore le droit d'empêcher sa femme de retirer seule les sommes déposées et qu'ainsi ces lois ne dérogeaient pas à l'article 1421 du Code civil (1). On pouvait dire d'ailleurs que c'était toujours en vertu d'un mandat tacite, donnant à la femme l'administration intérieure du ménage pour l'achat des vivres et fournitures journalières, que celle-ci pouvait se faire ouvrir un livret et y déposer des sommes ; et c'est en vertu de son pouvoir de révocation du mandat tacite que le mari pouvait faire opposition au retrait des sommes déposées (2). En réalité ces lois de 1881 et 1893 n'ont donc fait que régulariser, en quelque sorte, la pratique des bureaux des caisses d'épargne, sans apporter grande innovation.

Loi du 20 juillet 1886.

De même, en ce qui concerne la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, caisse créée par la loi du 18 juin 1850, une loi du 20 juillet 1886 a donné à la femme mariée la possibilité d'opérer des versements

1. Art. 1421 : Le mari administre seul les biens de la communauté. Il peut les vendre, aliéner et hypothéquer, sans le concours de sa femme.

2. *Revue critique de législation*, 31^e année, nouv. série, t. XI, p. 45 et s. (article de M. Planiol).

sans l'autorisation de son mari. C'est déjà pour elle un grand avantage : elle peut, sous l'empire de cette loi, prélever sur ses gains les sommes demandées par la caisse des retraites, et les lui verser d'une façon définitive ; le mari est incapable de se les faire restituer ; un moyen cependant lui restait pour s'opposer à ces versements, moyen bien simple, consistant à exiger la remise entre ses mains de l'intégralité des salaires de sa femme.

Loi du 6 février 1893.

Cette loi du 6 février 1893 a eu pour but de protéger la femme séparée de corps contre le refus d'autorisation de son mari. Elle l'a délivrée de l'obligation qu'elle avait d'obtenir le consentement de celui-ci pour l'aliénation d'immeubles, et pour tous les actes dépassant le ressort des actes d'administration, au sujet desquels il existait une grosse controverse, puisqu'avant 1893 on lui contestait le droit de s'obliger au-delà de ses actes d'administration. La loi de 1893 lui a donné sur tous ses biens les pouvoirs les plus absolus (1).

*Lois pour la protection des salaires
de la femme mariée.*

Diverses propositions avaient été déposées soit à la Chambre, soit au Sénat.

1. Paul Hugé. *Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail*. Thèse 1902, p. 70 et 71.

C'est en 1891 que la Chambre fut saisie du premier projet Jourdan dans, le but de protéger la femme contre certains abus de la puissance maritale (1), mais

1. Proposition de loi présentée par MM. Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut :

Article premier. — Lorsque le mari met par son inconduite les intérêts du ménage en péril, la femme peut, sans demander la séparation de biens, obtenir de la justice le droit de toucher elle-même les produits de son travail et d'en disposer librement.

Art. 2. — Cette demande est portée par la femme au juge de paix du domicile du mari.

Art. 3. — En cas d'abandon, la femme peut en outre obtenir du juge de paix l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou des émoluments du mari, une part en proportion de sa charge et du nombre de ses enfants.

Art. 4. — Le mari et la femme sont appelés devant le juge de paix par un simple billet d'avertissement du greffier de la justice de paix, sur papier libre en la forme d'une lettre, missive recommandée à la poste.

Art. 5. — Le mari et la femme doivent comparaître en personne, sauf le cas d'empêchement.

Art. 6. — La signification du jugement autorisant la femme à toucher une partie des salaires ou émoluments du mari vaut saisie-arrêt quand elle est faite à la fois au mari et au patron ou débiteur d'émoluments.

Art. 7. — Tous les jugements rendus en cette matière sont essentiellement provisoires. Ils sont exécutoires nonobstant opposition ou appel.

Art. 8. — Les actes de procédure, les jugements et les significations prévus par la présente loi sont dispensés des droits de greffe, de timbre et d'enregistrement.

Séance du 9 juillet 1894. Annexe 803 S. O.

la législature prit fin avant la discussion de cette proposition qui devint ainsi caduque.

Elle fut reprise en 1894 le 9 juillet, par son auteur, et le même jour M. Goirand déposait une proposition de loi dans le même sens. Ces deux propositions firent l'objet de deux rapports à un an d'intervalle, le premier de M. Goujon le 20 décembre 1894 (1).

Au nom de la commission chargée d'étudier le projet Goirand, M. Goujon fit remarquer que ce projet ne cherchait pas à conférer à la femme tous les droits que l'homme s'est attribués, tant au point de vue familial qu'au point de vue civil et même politique, mais qu'il tendait simplement d'une façon plus modeste et partant beaucoup plus réalisable à relever la femme de l'une seulement des incapacités dont elle est frappée par nos Codes : celle qui lui interdit la libre disposition du produit de son travail.

Il rappela l'idée qui a dicté la proposition de M. Goirand et qui tient dans ces quelques lignes de son exposé des motifs :

« Si l'on suppose le mari débauché, paresseux, dissipateur, la femme honnête, laborieuse, économe, les conséquences apparaissent dans toute leur injustice. La femme peut peiner, économiser pour arriver à soutenir le ménage et à élever les enfants : dévouement bien inutile, le mari est là, prêt à

1. *Doc. Parl. Ch. Dép. Annexe 1094. S. E., 1894, p. 2233.*

« toucher le salaire à mesure qu'il est gagné et à
« mettre la main sur les moindres économies à me-
« sure qu'elles sont constituées. Dans les familles
« pauvres, cette omnipotence du mari peut être un
« obstacle insurmontable à un effort de la femme et
« la cause déterminante d'une irrémédiable misère. »

Et dans son même exposé des motifs, pour répondre d'avance à ceux qui pourraient trouver la réforme trop peu radicale, M. Goirand ajoutait :

« Qu'on ne dise pas qu'un semblable amendement
« au régime matrimonial est insuffisant : il constitue
« un remède efficace aux abus les plus criants de l'au-
« torité maritale, car il permet à la femme pauvre, à
« l'ouvrière de disposer de plein droit et sans forma-
« lité aucune de ses gains et salaires personnels ; si
« elle éprouve le besoin de les capitaliser et de les
« soustraire aux dilapidations de son mari ou aux
« atteintes des créanciers de celui-ci, elle pourra sans
« difficulté recourir à la séparation de biens judi-
« ciaire. »

M. Goirand fit le second rapport le 14 novembre 1894 (1). La proposition de loi qu'il défendait n'était pas absolument identique à celle de MM. Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut. Ces derniers demandaient qu'on permit à la femme, en cas d'inconduite du mari et en vertu d'une décision du juge de

1. *Doc. Parl. Ch. Dép. Annexe 1609. S. E., 1895, p. 1472.*

paix, de toucher le produit de son travail et en cas d'abandon par le mari du domicile conjugal, de saisir-arrêter et recevoir les salaires de ce dernier, du moins pour une quote part à déterminer par le juge.

La nouvelle proposition (1) donnait de plein droit

1. Proposition de loi de M. Goirand :

Article premier. — Quel que soit le régime adopté par les époux la femme a le droit de recevoir sans le concours de son mari les sommes provenant de son travail personnel et d'en disposer librement. La présente disposition n'est pas applicable aux gains résultant du travail commun des deux époux.

Les biens acquis par la femme avec ses gains personnels appartiennent à la communauté.

Art. 2. — En cas d'abandon par le mari du domicile conjugal, la femme peut obtenir du juge de paix l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou des émoluments du mari une part en proportion de ses besoins et du nombre de ses enfants.

Le même droit appartient au mari au cas d'existence d'enfants, si la femme ne subvient pas spontanément dans la mesure de ses facultés aux charges du ménage.

Art. 3. — Le mari et la femme sont appelés devant le juge de paix par un simple billet d'avertissement du greffier de la justice de paix, sur papier libre, en la forme d'une lettre missive recommandée à la poste.

Art. 4. — Le mari et la femme doivent comparaître en personne sauf le cas d'empêchement justifié.

Art. 5. — La signification aux conjoints et au tiers débiteur du jugement autorisant l'un des époux à toucher une partie des salaires ou émoluments de son conjoint vaut attribution à son profit des sommes dont la saisie a été autorisée sans qu'il soit besoin d'aucune procédure.

Art. 6. — Tous les jugements rendus en ces matières sont essen

à la femme la faculté de recevoir, sans le concours du mari, les sommes provenant de son travail personnel. La commission a pensé que le fait de soumettre la femme à une formalité judiciaire quelconque, ne pouvait avoir que des inconvénients, en suscitant de violents conflits au foyer conjugal, et pouvait être ainsi le préliminaire d'une séparation de corps ou d'un divorce.

Un autre effet de la proposition de loi était de donner au mari la possibilité de contraindre son épouse à contribuer aux charges du ménage, pour le cas seulement où il existerait des enfants.

« Nous avons pensé, disait M. Goirand, que l'exercice de ce droit devait être subordonné à l'existence d'enfants. S'il n'y a pas d'enfants, il semble contraire à la dignité de l'homme de réclamer à son profit une part quelconque des salaires que la femme gagne par son travail. »

Quant au salaire du mari, la femme n'avait le droit de le saisir qu'au cas d'abandon par le mari du domicile conjugal.

Il était impossible de donner aux conjoints des

tiellement provisoires. Ils sont exécutoires nonobstant opposition ou appel.

Art. 7. — Les actes de procédure, les jugements et les significations nécessaires pour l'exécution de la présente loi, sont dispensés des droits de greffe, de timbre et d'enregistrement.

droits absolument égaux : c'eût été porter atteinte au principe de l'autorité maritale.

Le but poursuivi était donc de permettre à la femme de pouvoir affecter le produit de son travail soit au besoin de sa famille, soit aux siens personnels.

Il est bon de rappeler ici la conclusion du rapporteur, conclusion qui est une critique directe de la loi votée onze ans plus tard :

« Nous n'avons pas voulu aller au delà ; notamment nous n'avons pas cru pouvoir attribuer à la femme un droit qui est refusé au mari, celui de se constituer un patrimoine distinct, qui eût été la négation même de notre droit commun, celui de la communauté, et eût engendré dans les rapports avec les tiers des procès incessants, d'une solution difficile, et donné lieu souvent à des combinaisons frauduleuses pour échapper aux justes revendications des créanciers. »

L'urgence demandée par la commission fut déclarée et le 27 février 1896 la Chambre adoptait le texte proposé, sans délibération.

Quoique beaucoup plus timide que la loi de juillet 1907, la réforme aurait eu déjà de graves conséquences ; n'est-il pas permis de penser avec M. Émile Lerois qui ne manqua pas d'en faire immédiatement l'observation à la Chambre : « Qu'il est regrettable que des questions de cette importance soient l'objet d'une demande de déclaration d'urgence, qu'on

« ne pouvait prévoir, de sorte qu'en réalité toute discussion se trouve supprimée. »

Le texte adopté par la Chambre des députés en dépit de l'urgence déclarée, dormait dans les cartons du Sénat, lorsque, le 26 juin 1906, celui-ci se trouva saisi d'une autre proposition de loi de M. Gourju, relative au libre salaire de la femme mariée.

On se souvint alors du projet en cours, voté à la Chambre onze ans plus tôt. C'est à M. Guillier que revint la charge de faire un rapport unique, sur les deux textes proposés au vote du Sénat. Ce rapport fut déposé le 20 mars 1907 (1).

Le projet proposé par la commission sénatoriale fut l'objet de deux délibérations. La première discussion eut lieu le 14 mai 1907, et ce n'est qu'à la seconde lecture et corrigé par plusieurs amendements, notamment de M. Louis Legrand et de M. Maurice Faure que le Sénat adopta. Transmis à la Chambre des députés ce projet fut l'objet d'un rapport de M. Viollette le 28 juin 1907 (2) et fut voté définitivement, sans discussion, et après déclaration d'urgence le 12 juillet 1907.

C'est la loi du 13 juillet 1907 relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage.

1. Annexe 77. Doc. Parl. Sénat. S. O., 1907, p. 54.

2. Annexe 1128. Doc. Parl. Chambre Dép. S. O., 1907, p. 960.

TITRE II

COMMENTAIRE DE LA LOI

Voici *in extenso* le texte de la loi du 13 juillet 1907 objet de notre étude :

Article premier. — Sous tous les régimes et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage la femme a sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens.

Elle peut en faire emploi en acquisitions de valeurs mobilières ou immobilières.

Elle peut sans l'autorisation de son mari aliéner à titre onéreux les biens ainsi acquis.

La validité des actes faits par la femme sera subordonnée à la seule justification faite par un acte de notoriété ou par tout autre moyen mentionné dans la convention qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari ; la responsabilité des tiers avec lesquels elle a traité en leur fournissant cette justification n'est pas engagée.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux gains provenant du travail commun des époux.

Art. 2. — En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés dans l'intérêt du ménage par l'article précédent, notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, le mari pourra en faire prononcer le retrait, soit en tout, soit en partie par le tribunal civil du domicile des époux statuant en chambre du Conseil, en présence de la femme dûment appelée, le ministère public entendu.

En cas d'urgence, le Président de ce tribunal peut par ordonnance de référé lui donner l'autorisation de s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers.

Art. 3. — Les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers.

Ils pourront l'être aussi par les créanciers du mari, qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage, alors que d'après le régime adopté, ils auraient dû antérieurement à la présente loi se trouver entre les mains du mari.

La preuve que la dette a été contractée par le mari dans l'intérêt du ménage incombe au créancier.

Le mari n'est responsable, ni sur les biens ordinaires de la communauté, ni sur les siens, des dettes et obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage par la femme, même lorsqu'elle a

agi dans la limite des droits que lui confère l'article 1^{er} mais sans autorisation maritale.

Art. 4. — En cas de contestation, la femme pourra tant vis-à-vis de son mari que vis-à-vis des tiers, établir par toutes preuves de droit, même par témoins, mais non par la commune renommée, la consistance et la provenance des biens réservés.

Art. 5. — S'il y a communauté ou société d'acquêts les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun.

Si la femme renonce à la communauté, elle les gardera francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont ils étaient antérieurement le gage, en vertu de l'article 3 de la présente loi.

Cette faculté appartiendra à ses héritiers en ligne directe.

Sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, ces biens sont propres à la femme.

Art. 6. — La femme pourra ester en justice sans autorisation dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la présente loi.

Art. 7. — Faute par l'un des époux de subvenir spontanément dans la mesure de ses facultés aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari, l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou du produit

du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins.

Art. 7. — Le mari et la femme seront appelés devant le juge de paix par un simple avertissement de greffier en la forme d'une lettre missive recommandée à la poste, indiquant la nature de la demande.

Ils devront comparaître en personne sauf les cas d'empêchement absolu et dûment justifié.

Art. 9. — La signification du jugement rendu en conformité de l'article 7 qui précède faite au conjoint et aux tiers débiteurs à la requête de l'époux qui en bénéficie, lui vaut attribution des sommes dont la saisie a été autorisée sans autre procédure.

Art. 10. — Les jugements rendus en vertu des articles 2 et 7 de la présente loi seront exécutoires par provision nonobstant opposition ou appel et sans caution. Ils pourront même lorsqu'ils seront devenus définitifs être modifiés si la situation respective le justifie.

Art. 11. — Les dispositions de la présente loi pourront être invoquées même par les femmes mariées avant sa promulgation.

CHAPITRE PREMIER

Cas d'application de la loi.

Le projet de la Chambre de 1896 et le projet présenté au Sénat le 14 mai 1907 laissaient aux époux la faculté de déroger à la loi par contrat de mariage.

Cette faculté était affirmée au commencement même de ces projets: « Sous tous les régimes et sauf clause contraire portée au contrat de mariage... »

En seconde lecture au Sénat le 24 mai 1907, M. Maurice Faure combattit très vivement cette disposition qu'il désirait voir disparaître pour être remplacée par la disposition inverse: « Sous tous les régimes et à peine de nullité de toute clause contraire. » C'était aller à l'encontre même de la commission, aussi l'adoption de son amendement rencontra-t-elle une vive résistance. M. Maurice Faure eut finalement gain de cause, mais les protestations furent telles qu'il nous semble bon de rappeler ici les raisons que développèrent les orateurs sur ce point. Tous étaient d'accord pour donner à la loi une application très large, et aussi étendue que possible; la discussion porta uniquement sur la question d'accep-

ter ou non la faculté de dérogation par contrat de mariage.

La théorie de M. Maurice Faure, appuyée par M. de Lamarzelle, se fonde tout d'abord sur cette idée que notre loi, tout à fait inutile, s'il n'y avait que des époux au caractère loyal et droit, que notre loi, disons-nous, est faite à l'encontre des mari mal-intentionnés qui, forts habiles, « plus avisés, mieux
« instruits des détours de la loi que leur conjointe,
« trouveront la possibilité de faire presque toujours
« accepter par une fiancée imprévoyante ou igno-
« rante, parmi les diverses clauses du contrat, celle
« qui impliquera une renonciation expresse et per-
« pétuelle à la libre disposition de son gain person-
« nel et ses économies » (1).

M. Maurice Faure prit soin de déclarer que cette prohibition de déroger à la loi par contrat de mariage ne pourrait être étendue aux conventions que les époux seraient toujours libres de faire entre eux au cours du mariage : « Il sera toujours possible, dit-il, « aux conjoints, au cours du mariage de faire toutes
« conventions qui ne seront pas contraires à la loi (1). Heureusement M. Faure expliqua plus loin sa pensée ; nous ne voyons pas en effet ce que serait une convention de ce genre, non contraire à la loi et l'on sait d'autre part qu'il est impossible d'apporter

1. Maurice Faure. Séance du Sénat, 24 mai 1907. *Journal off.*, 25 mai, page 660.

aucune modification aux conventions matrimoniales pendant la durée du mariage, si ce n'est par la procédure de la séparation de biens. Les époux se heurteraient au grand principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales.

D'après M. Faure, le principe de la liberté des conventions demeure intact ; le caractère particulier de ces conventions est la révocabilité : la femme peut donner mandat à son mari pour l'administration générale de ses biens, mais ce mandat est essentiellement révocable ; cela résulte des règles mêmes du mandat (1).

Pour soutenir son amendement, M. Faure exprime la crainte que la clause contraire « devienne d'un « usage presque constant et finisse par être ce qu'on « appelle une clause de style, à laquelle il serait « très difficile à une fiancée jeune, imprévoyante, « inexpérimentée, mal conseillée, de refuser son « adhésion qu'elle donnera presque toujours soit « par ignorance, soit par faiblesse, soit parfois, peut-être même par amour (2) ».

La loi resterait ainsi lettre morte et ne créerait

1. Sous le régime de la communauté et sous le régime exclusif de communauté dans lesquels le mari a déjà l'administration de ses biens, la femme n'a pas à donner ce mandat à son mari. Il en est de même en ce qui concerne les biens dotaux sous le régime dotal.

2. M. Maurice Faure, Séance Sénat, 24 mai, 1907 ; *Journal off.*, 25 mai, page 661.

pas un régime de droit commun, mais bien un régime d'exception.

M. de Lamarzelle aussi, soutenant la même thèse, prétendit que la loi, allant à l'encontre du principe si établi de l'autorité maritale, aurait contre elle tous les notaires et tous les praticiens et qu'ainsi cette clause toujours insérée dans les contrats de mariage deviendrait de style.

La théorie contraire fut soutenue avec autant de force par M. Guillier rapporteur. Réfutant l'idée d'une clause de style qui écarterait l'application de la loi, il déclara ne pouvoir trouver l'intérêt qu'auraient les notaires à insérer telle clause plutôt que telle autre dans les contrats qu'ils sont chargés de rédiger.

A un autre point de vue, demander une diminution de l'incapacité de la femme mariée et la considérer comme ayant toutes les aptitudes nécessaires pour l'administration de ses biens, lui méconnaître d'autre part une prudence et une sagacité suffisantes pour discuter son contrat de mariage, n'est-ce pas une contradiction ? Et en fait, peut-on arguer de l'inexpérience de la jeune fille qui signe son contrat de mariage, peut-on dire qu'elle est mal conseillée, alors que presque toujours ce sont les parents qui s'entendent entre eux par l'intermédiaire des notaires ?

De plus, adopter l'amendement, c'est faire échec

au principe de la liberté des conventions, « ce principe général, dit M. Guillier, qui domine toutes nos « lois et qui permet aux époux de combiner à leur « guise toutes les modifications, tous les arrangements, « tous les systèmes, tous les régimes ». (1) Le régime nouveau serait un régime de droit commun mais non d'ordre public.

Ce dernier argument est à notre sens de beaucoup le meilleur, le nombre des contrats de mariage est assez restreint, et le fait même de l'insertion d'une clause contraire à la loi, dans un de ses contrats, dénote suffisamment une volonté ferme et réfléchie de se soustraire aux effets de la loi.

Cependant et quoique les raisons données par M. Faure ne nous aient guère convaincu nous estimons que c'est avec raison que son amendement a été adopté ; non pas que nous craignons la clause de style, mais pour cette seule raison que le mariage comporte des risques ; on peut connaître le passé, on connaît le présent, on ignore l'avenir. Dans ces conditions n'est-il pas grave pour la femme de renoncer définitivement à la protection légale, à un moment où elle ne songe aucunement à envisager des éventualités malheureuses ?

M. de Lamarzelle cite le cas « d'une jeune fille de « la campagne qui épouse un très brave garçon ; au « bout de deux ou trois ans de mariage, cet homme

1. Séance Sénat 24 mai 1907. *Journ. off.*, 25 mai, p. 663.

« devient un mauvais sujet, il s'enivre, il ne gagne
« plus rien. Cette femme qui n'a jamais travaillé se
« met courageusement à l'œuvre ; c'est elle qui
« aujourd'hui fournit au ménage tous ses moyens
« d'existence. On ne peut contester qu'au moment
« où cette femme s'est mariée, elle n'avait aucun
« des éléments nécessaires pour savoir ce qu'elle
« devrait faire. Il lui était impossible de prévoir
« l'avenir. » C'est précisément cette prévision que,
par la modification du texte proposé, le législateur a
considérée (1).

La nouvelle loi de 1907 crée donc pour la femme mariée une protection d'ordre public. Sa capacité nouvelle est pour elle un droit inaliénable. Toujours elle aura la faculté de conserver par devers elle tous ses salaires ou gains quelconques, mais à charge, bien entendu, de les appliquer dans la mesure nécessaire aux besoins de son ménage.

Le dernier article (article 14) étend aux femmes mariées avant la promulgation de la loi les avantages nouveaux qu'a institués celle-ci. C'était peut-être une raison de plus pour l'adoption de l'amendement de M. Faure. Quelle aurait été, en effet, la situation des femmes mariées antérieurement ?

Il n'était pas possible de les soumettre malgré elles à une loi que les nouveaux ménages auraient pu reje-

1. M. de Lamarzelle, Séance, Sénat, 14 mars 1907. *Journ. off.*, 24 mai
p. 664

ter, et on ne voit pas comment elles auraient pu s'y soustraire, puisque la dérogation n'aurait été possible que par contrat de mariage.

En disposant que la loi serait applicable à toute femme mariée, même antérieurement à sa promulgation, le législateur lui a-t-il donné un effet rétroactif ? Cette question n'est peut-être pas, comme elle pourrait le sembler, d'un ordre purement théorique.

C'est qu'en effet, suivant la définition de M. Planiol, une loi est rétroactive « quand elle revient sur « le passé soit pour apprécier les conditions de légalité d'un acte, soit pour modifier ou supprimer les « effets d'un droit déjà réalisés (1) ».

Une loi peut modifier les effets futurs de faits ou d'actes même antérieurs sans être rétroactive. C'est bien ce qui se produit ici ; nous pensons que M. Legendre fait erreur quand il dit : « Nous allons donner à « la loi un effet rétroactif : on dira que dès à présent « les femmes mariées au moment de la promulgation « de la loi bénéficieront des droits qui leur sont conférés par l'article 1^{er}. » Pour que cette déclaration fût justifiée, il faudrait que la loi autorisât cette catégorie de femmes à réclamer le montant de leurs salaires antérieurs ; ce n'est certainement pas cette solution que le législateur a voulue.

1. M. Planiol, 1908, tome I, n° 243.

2. M. L. Legendre. Séance Sénat, 24 mai 1907. *Journ. off.*, 25 mai, p. 664.

Cette loi du 13 juillet 1907 n'est pas rétroactive ; elle apporte seulement, au dire de M. Planiol (1), une grave dérogation au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales.

1. M. Planiol, 1908, tome I, *Supplément*, p. 1058.

CHAPITRE II

Consistance des biens réservés.

Dire en quoi consistent les biens sur lesquels la femme peut exercer les prérogatives nouvelles que lui confère la loi du 13 juillet 1907, et les déterminer, nous semble indispensable avant d'envisager de quels actes ils sont susceptibles d'être l'objet, tant de la part de la femme que de celle du mari et des créanciers des époux.

Les biens réservés de la femme sont constitués (art. 1) par les produits de son travail personnel et les économies en provenant.

Que faut-il entendre par l'expression : « produits de son travail personnel » ?

La pensée première du législateur était de créer une loi de protection pour l'ouvrière ; mais, outre qu'il n'était guère facile d'en limiter l'application à certains travaux, on s'est rendu compte qu'en fait, l'ouvrière véritable, celle par exemple qui travaille à l'usine, n'est pas celle qui a peut-être le plus besoin de garantie. Dans les ménages ouvriers, la femme, sauf de très rares exceptions, touche elle-

même son salaire ; bien plus, elle touche souvent celui même de son mari (1), et en dispose comme elle l'entend pour les besoins du ménage.

Tout aussi intéressante est la situation de la femme bourgeoise ou d'aisance moyenne qu'un brusque revers de fortune a obligée au travail. La voilà dans la nécessité, pour vivre, de donner des leçons ou de louer ses services d'une façon quelconque ; sans doute elle ne va pas à l'usine, mais le travail à domicile ne mérite pas moins qu'un autre la protection de la loi. Si elle en est réduite à utiliser ses titres ou diplômes comme gagne-pain, ne sera-ce pas le plus souvent la faute de son mari, qui aura mal administré la fortune commune, et ne fallait-il pas essayer d'enrayer le mal en soustrayant au pouvoir du mari les gains nouveaux dus à l'industrie de sa femme ?

C'est autant pour ces raisons que poussé par une nécessité pratique que le législateur de 1907 n'a fait aucune distinction et l'on doit entendre par « produits du travail » tout ce qui est la représentation directe d'un effort réalisé, qu'on l'appelle salaire, gages, honoraires, rémunération ou appointements.

La diversité des carrières quis'ouvrent de plus en plus à l'activité féminine n'est pas un obstacle à l'application de la loi ; il n'est pas rare de voir mainte-

1. C'est bien ce qui résulte des déclarations faites par M. Saint-Girons à la Société d'études législatives. *Bull. Soc. étud. légis.*, 1902, p. 51.

nant des femmes médecins, avocats, professeurs, écrivains, artistes et même journalistes ; les professions libérales leur deviennent accessibles.

Comme l'a dit M. Paul Hugé (1) : « Il est certain
« que les femmes qui jouent aujourd'hui le rôle que
« leur assignaient les coutumes et après le législa-
« teur de 1804, sont en minorité, et que cette mino-
« rité tendra de plus en plus à se restreindre. En
« effet, à mesure que la civilisation s'étend, les besoins
« augmentent et réclament des dépenses plus fortes,
« et le capital économisé devient de moins en moins
« productif à mesure que grandit la sécurité de son
« placement et que grossit le budget des états. »

Une question délicate s'est posée à propos de la femme commerçante.

C'est qu'en effet, comme l'a fait remarquer M. Thaller (2), tout commerçant engage dans son fonds de commerce un capital si faible soit-il.

Presque toujours ce capital provient des fonds communs aux époux ; c'est une valeur de communauté, et comme telle il reste au pouvoir du mari qui, pour en laisser l'administration à sa femme, n'a pas moins le droit de la lui retirer à son bon plaisir ; la jouissance de ce capital appartient au mari et entre en communauté.

1. Paul Hugé. Thèse : *Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail*, 1902, p. 8.

2. M. Thaller. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1902, p. 121.

Comment faire la part qui doit lui revenir comme rémunération du capital commun engagé et celle que doit conserver la femme comme provenant de son activité ?

Cette difficulté nous semble une raison suffisamment convaincante pour qu'on n'ait pas fait entrer la femme commerçante dans la sphère d'application de la loi. Mais en présence de la généralité du texte il n'y a aucun doute, selon nous, la loi s'applique certainement aux femmes commerçantes.

On peut penser toutefois que cette application nous ménagera dans la suite quelques surprises.

Dans une opinion on donnera à la femme un droit sur les produits du commerce, déduction faite du revenu du capital qui a servi à l'acquisition du fonds.

Dans une autre opinion au contraire, on lui laissera tous les revenus sans exception. Cette seconde opinion se base :

1° Sur la généralité du texte de la loi ;

2° Sur l'impossibilité pratique d'établir une séparation entre les produits correspondant au fonds lui-même et ceux qui sont vraiment le fruit du travail de la femme.

Si, par l'activité de celle-ci, la valeur du fonds de commerce a augmenté, cette augmentation profite-t-elle à la communauté dont les deniers ont payé le fonds, ou à la femme qui a créé cette plus-value par son travail ? Cette dernière solution serait peut-être

plus conforme à l'esprit de la loi mais ne repose, selon nous, sur aucun fondement juridique. Le fonds de commerce fait partie intégrante de la communauté et, comme toutes les valeurs qui la composent, peut subir des fluctuations qui l'enrichissent ou qui l'appauvrissent.

Nous acceptons l'opinion qui laisse à la femme tous les bénéfices qu'elle est susceptible de réaliser par son commerce, mais nous estimons que son droit doit se borner à ces bénéfices, sans s'étendre à la plus-value du fonds.

Nous le pensons d'autant plus que d'après l'opinion généralement suivie, en cas de faillite de la femme commune et commerçante le mari est tenu de payer le passif non seulement comme commun en biens, mais même comme personnellement obligé (1). C'est encore là une difficulté à laquelle se heurte l'application à la femme commerçante de la loi de 1907.

On peut se demander s'il est équitable de priver le mari de toute administration sur les produits du commerce quand celui-ci prospère, alors qu'on l'oblige à acquitter le passif quand les affaires ont périclité. Cet argument d'ailleurs ne peut être présenté qu'en ce qui concerne la femme commerçante commune en biens. Il n'en est pas de même des femmes mariées sous d'autres régimes.

1. V. Planiol, 1908, t. III, n° 1092 § 1107.

L'article 1^{er} de notre loi envisage formellement le travail personnel de la femme. Que faut-il entendre par là ? Ces mots laissent planer un certain doute qui n'est guère levé par le dernier alinéa de l'article : « Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux gains résultant du travail commun des époux. »

Dans quel cas pourra-t-on dire que leur travail est commun ?

Si les époux tiennent un fonds de commerce quelconque qu'ils gèrent ensemble, et pour l'administration duquel ils combinent leurs deux efforts, certainement il n'y aura pas travail séparé. D'ailleurs il serait absolument impossible de délimiter la part des bénéfices revenant à chacun des époux.

Il en sera de même à notre sens si la femme est placière des marchandises de son mari et si elle voyage pour son commerce.

La pensée du législateur semble bien être de n'accorder le bénéfice de la loi nouvelle qu'à la femme qui peut déterminer d'une façon certaine l'étendue de ses gains ; l'expression travail commun ne nous semble pas alors très heureuse.

Le cas le plus fréquemment visé est celui où les époux se livrent tous deux au même commerce, cas où la femme est réputée l'employée de son mari aux termes de l'article 5 alinéa 2 du Code de commerce : « Elle n'est pas réputée marchande publique, si

elle ne fait que détailler les marchandises du commerce de son mari, elle n'est réputée telle que lorsqu'elle fait un commerce séparé », article qui n'est qu'une répétition de l'article 220 du Code civil

Certains emplois n'offriront pas de difficulté : s'il s'agit de concierges, le travail de la femme n'est pas distinct de celui du mari ; les époux gardent leur loge ensemble ou séparément, à leur volonté ; de même les bûcherons ou les charbonniers aidés dans leurs travaux par leur femme et leurs enfants ne sont pas soumis à l'application de la loi.

Mais ces hypothèses ne sont pas les seules : Que penser par exemple des ménages de gens de maison, domestiques, garde-chasse ou jardinier ? La femme est employée dans la même maison que son mari à des ouvrages plus ou moins similaires et il n'y a pas eu pour elle de stipulation de gages spéciaux ; la rétribution est donnée au ménage sans individualité.

S'il a été convenu que telle somme serait affectée aux services du mari et telle autre à ceux de la femme, on pourrait dire qu'il y a travail séparé, mais une pareille convention le plus souvent n'aura pas existé. Devra-t-on dire qu'il y a travail commun et refuser à la femme le bénéfice de la loi, ou au contraire faudra-t-il admettre qu'il y a travail séparé et donner à la femme la faculté de réclamer le montant de ses droits dans les gages communs en se basant

notamment pour leur évaluation sur l'usage des lieux ?

Selon nous, la loi parlant de travail séparé et non de rémunération distincte, c'est à la nature du travail qu'il convient de s'attacher. Si donc la femme participe au même travail que son mari, si, en son absence elle accomplit les actes qu'il ferait lui-même, il n'y a pas travail séparé. Ceci est vrai de la femme du commerçant, de celle du charbonnier ou de celle du bûcheron, qui apporte son aide à son mari, ou de la femme du concierge lorsque le mari n'est pas occupé régulièrement en dehors de la loge. Au contraire pour les domestiques, gens de services, jardiniers, etc., l'emploi de la femme est différent de celui du mari ; elle est cuisinière ou femme de chambre tandis qu'il est cocher, valet de chambre ou jardinier. C'est bien une hypothèse de travail séparé sinon de rémunération distincte ; cela suffit pour que l'on applique la loi après avoir fait une ventilation des salaires.

Propriété artistique et littéraire.

La propriété artistique et littéraire rentre-t-elle dans l'expression « produits de son travail personnel » et doit-elle être considérée comme faisant partie des biens visés par l'article 1^{er} ?

La propriété artistique et littéraire se décompose

en deux sortes de droits : tout d'abord un droit moral de l'auteur sur son œuvre ; jamais on n'a contesté à la femme un droit exclusif sur les éléments purement moraux de son œuvre artistique ou littéraire ; à elle seule de décider si le manuscrit doit être publié, si le tableau ou tout autre objet d'art qu'elle a créé sera livré au public et exploité, à elle seule de poursuivre les contrefaçons, de demander les rectifications de texte ; c'est sa personnalité qui s'exprime dans l'œuvre et c'est sa responsabilité d'écrivain ou d'artiste qui est en jeu.

S'il est incontestable cependant que de semblables décisions lui soient exclusivement personnelles il n'en est pas moins vrai qu'elle était, avant 1907, dans la nécessité d'obtenir l'autorisation maritale pour conclure avec les éditeurs de son choix des contrats valables.

La loi nouvelle va exercer une influence marquée sur les rapports des éditeurs et des femmes de lettres, en donnant à ces dernières une liberté entière pour contracter.

Cette liberté ne sera pas sans entraîner quelquefois certains inconvénients.

Si la femme, par exemple, veut publier des œuvres plus ou moins légères ou critiquables, il peut déplaire au mari de voir son nom sur des publications peu honorables ; s'il n'a pas exercé en temps utile son action préventive qu'il tient de l'article 2, il n'a plus

aucun recours pour s'opposer à une édition qui lui déplait.

A côté de ces droits moraux figurent les droits pécuniaires qui consistent dans les bénéfices produits par la mise de l'œuvre dans le commerce. Ces derniers droits sont mobiliers ; avant la loi nouvelle on les considérait comme tels et les bénéfices de cette nature tombaient en communauté. C'est du moins ce qu'avait décidé la Cour de cassation dans la fameuse affaire du musicien Lecoq, et cette thèse fut également adoptée par le tribunal de première instance de la Seine dans une affaire non moins connue, celle du sculpteur Mercié (1).

Le point de savoir si la propriété littéraire ou artistique tombe en communauté a donné naissance en effet à des controverses passionnées. On a essayé par des constructions juridiques hardies, de soustraire cette propriété à l'indivision de la communauté (2). Mais, en réalité, avec la jurisprudence de la Cour de cassation qui écarte de la communauté le droit moral de l'auteur, les résultats les plus choquants de la mise en communauté se trouvent supprimés.

1. Paris, 1^{er} février 1900, Sirey, 1900.2.121 et la note de M. Saleilles ; Cass., 25 juin 1902, Sirey, 1902.1.305.

2. Léon Bérard, *Du caractère personnel du droit d'auteur dans les régimes de communauté*, Breton. *Les droits intellectuels et la communauté*.

La loi de 1907 vient modifier cette jurisprudence en ce qu'elle fait des produits pécuniaires de cette propriété, des biens réservés à la femme. Quoiqu'en effet ces avantages pécuniaires ne résultent pas d'un contrat de louage de la femme, ils n'en sont pas moins un produit de son travail, et comme tels, ils sont soumis à la nouvelle loi. Désormais donc, s'ils tombent en communauté, la femme conservera cependant sur eux la faculté d'en disposer à charge de faire ses actes de disposition pour satisfaire aux besoins du ménage.

La même solution doit être donnée pour la femme avocate et pour la femme médecin ; les honoraires rentrent dans l'expression : produit du travail, expression beaucoup plus large que celle de salaire.

Quelle que soit la nature juridique de l'honoraire, c'est un produit du travail.

Assurances sur la vie.

Dès avant la loi de 1907, une controverse existait sur la nature juridique du contrat d'assurance sur la vie.

D'après une opinion, l'assurance sur la vie serait envisagée comme une valeur personnelle à l'assuré ne tombant pas en communauté ; elle répondrait à un besoin économique, elle sauvegarderait son indépendance et elle constituerait un propre à son profit. Le

capital assuré au profit de la femme représenterait son droit à l'existence et échapperait par son but même à l'indivision de la communauté.

Il est difficile de trouver dans la loi nouvelle une consécration de cette opinion. On ne peut pas dire que la femme lorsqu'elle a droit à un capital exigible au cours du mariage (comme cela peut se produire notamment dans le cas d'une assurance dite assurance mixte) touche dans ce capital le produit de son travail. Cependant si elle a employé pour le paiement des primes d'assurance des économies provenant de son travail, le capital assuré à son profit sera réservé en vertu de l'article 1^{er} ; si au contraire les primes ont été payées autrement qu'avec ses salaires, nous estimons que l'assurance sur la vie est valeur de communauté ; nous sommes ainsi conduits à distinguer l'assurance dont les primes ont été payées au moyen des économies réalisées par la femme sur ses salaires et celle dont les primes ont été acquittées avec d'autres ressources.

Rentes viagères.

Très souvent les époux se créent des rentes viagères avec ou sans clause de réversabilité au profit du survivant. En pareil cas, la rente viagère ne constituera au profit de la femme un bien réservé que si le capital versé à la compagnie pour obtenir paie-

ment de la rente viagère, provient de ses économies. Il en est de la rente viagère comme de l'assurance sur la vie.

Si donc la somme versée à la compagnie l'a été par le mari ou, si, versée par la femme, elle l'a été autrement qu'au moyen de ses salaires, le mari conservera l'administration et la disposition des arrérages de la vente.

Accidents du travail.

La loi du 2 avril 1908, en consacrant la théorie du risque professionnel en matière d'accidents du travail, oblige le patron ou chef d'industrie à indemniser l'ouvrier blessé par suite de l'exercice de sa profession et indépendamment de toute idée de faute (1).

Si la femme qui travaille est victime d'un accident, et a par suite droit à une rente, peut-elle la toucher comme bien réservé ?

On peut répondre affirmativement parce que cette rente représente une diminution de sa capacité professionnelle ; si la femme n'avait pas été blessée, son salaire, plus fort, serait réservé ; l'indemnité qui représente la diminution du salaire est elle-même une partie du salaire, d'après lequel elle est calculée.

1. Allart et Rondenay, 1900. *Les accidents du travail*, p. 62.

Retraites de vieillesse.

La loi précitée de 1898, qui a créé pour le patron l'obligation d'assurances contre les accidents, lui a par là même incontestablement interdit d'effectuer, aujourd'hui comme naguère, des retenues sur le salaire de ses ouvriers pour payer ainsi, au moins en partie, les primes d'assurances (1). C'est ce qu'a décidé la jurisprudence (2).

Toutefois, cette interdiction de retenues n'existe qu'en ce qui concerne l'assurance contre les accidents. Il reste toujours possible à l'ouvrier d'abandonner au patron une certaine quotité de ses gains pour que celui-ci lui serve lorsqu'il sera vieux et ne pourra plus travailler, une retraite de vieillesse. Un pareil contrat entre chef d'industrie et ouvriers demeure valable et la femme qui aura ainsi agi pourra toucher sa retraite, à titre de biens réservés, comme étant la représentation d'un salaire qui eût été plus fort, ou si on veut comme étant encore une partie de son salaire et un produit de son travail.

La même solution doit être donnée si la retraite est due en vertu d'une convention du contrat de louage, ou même si elle est servie par l'employeur de son plein gré ; dans ce cas c'est un supplément de

1. Allart et Rondenay, 1900. *Les accidents du travail*, page 63.

2. Trib. comm. Seine, 22 septembre 1899; Cons. Prudh. Seine, 27 mars 1900; Cons. Prudh. Limoges, 22 janvier 1900.

salaire, une récompense du travail. C'est le travail qui est la cause juridique de la retraite, généralement proportionnée au temps de service et au salaire du retraité.

C'est aussi parce qu'ils sont une conséquence du travail que les dommages et intérêts, prévus par l'article 1780 du Code civil, en cas de brusque renvoi peuvent rentrer dans les biens réservés déterminés par la loi.

Économies et Revenus.

Nous verrons plus loin, en étudiant les droits reconnus à la femme, qu'elle peut avec les produits de son travail personnel, faire des économies en plaçant soit en valeurs mobilières, soit même en valeurs immobilières, ce qu'elle n'a pas employé en dépenses de ménage ; ces économies font elles-mêmes partie des biens réservés à son administration ainsi que les revenus de ces biens, qu'elle peut capitaliser.

Lots sortis aux tirages.

Il peut arriver souvent que la femme au lieu de placer ses économies en valeurs ordinaires, préfère acheter des titres rapportant de faibles intérêts, mais susceptibles de sortir aux tirages périodiques avec un lot plus ou moins important, telles les obligations

de la ville de Paris, certaines obligations du Crédit Foncier ou simplement des bons à lots.

Nul doute que, si la chance la favorise, la femme ne puisse conserver comme biens réservés, les sommes qui proviendront de pareils placements ; cet argent résulte de l'administration des gains qu'elle a réalisés par son travail.

CHAPITRE III

Droits de la femme sur les biens réservés.

La femme a sur les produits de son travail et les économies en provenant les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens (article 1^{er}).

Elle peut en faire emploi en valeurs mobilières ou immobilières, au comptant ou à terme sans distinction.

M. Guiller, rapporteur au Sénat à la séance du 20 mars 1907 (1), a estimé nécessaire de lui permettre les opérations à terme ; il constate que « le jour où
« se présentera une occasion favorable d'acheter un
« immeuble, il peut se faire que la femme n'ait pas
« l'intégralité de la somme nécessaire. Faudra-t-il
« qu'elle laisse échapper cette affaire avantageuse ?
« Ne serat-il pas de son intérêt de pouvoir réaliser
« l'achat, en payant comptant la somme qu'elle a disponible, sauf à prendre des délais pour le règlement
« du surplus ?

« L'obligation de verser ainsi soit des annuités,
« soit des acomptes, est dans la plupart des cas un

1. Annexe 77. *Doc. Parl. Sénat S. O.*, 1907.

« stimulant énergique pour réaliser des économies. »

Nous ne pensons pas qu'il était indispensable de laisser cette faculté à la femme mariée ; si l'obligation de verser des annuités est un stimulant énergique, pour la réalisation d'économies, ne sera-ce pas aussi une invitation à une moindre contribution aux besoins journaliers de la famille et les enfants n'auront-ils jamais à souffrir des engagements de leur mère ?

Cette possibilité de faire des opérations à terme risque de plus de l'entraîner dans la spéculation.

La rédaction de l'article 1^{er} est au surplus défectueuse : après avoir conféré à la femme sur les produits de son travail les droits accordés à la femme séparée de biens par l'article 1449 du Code civil, l'article 1^{er}, dans les alinéas suivants, étend le pouvoir de la femme sur les produits de son travail au delà des limites que trace l'article 1449 ; c'est ainsi que le troisième alinéa élargit singulièrement les droits d'administration de la femme en lui donnant la faculté de disposer, à titre onéreux seulement, il est vrai, sans l'autorisation de son mari, des biens ainsi acquis, meubles ou immeubles.

C'est là, d'ailleurs, une disposition de la loi fort regrettable à notre avis. Pourquoi donner à toute femme mariée même commune en biens, des droits plus étendus que ceux que possédait la femme séparée de biens avant la nouvelle loi ? L'article 1538 interdit

en effet toute stipulation par contrat de mariage, tendant à autoriser la femme à aliéner ses immeubles, seule, sans l'autorisation de son mari, même à titre onéreux ; à son défaut l'autorisation de justice tout au moins serait nécessaire (1).

Que l'on empêche le mari de faire main basse sur le salaire de sa femme, cela peut être fort utile, mais donner à cette dernière, sur ses salaires capitalisés ne servant nullement de subvention aux charges du ménage, une liberté de disposition que la femme séparée n'a pas sur ses propres, cela nous semble bien excessif (2).

A la première discussion au Sénat, M. Louis Legrand s'est efforcé de défendre un amendement dont le but était de donner à la femme qui travaille les mêmes droits d'administration que ceux conférés par les articles 1449, 1536, 1538 du Code civil à la femme séparée de biens. Nous pensons avec lui que la protection des produits du travail de la femme

1. Article 1538. — Dans aucun cas ni à la faveur d'aucune stipulation la femme ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement spécial de son mari ou à défaut autorisée de justice.

Toute autorisation générale donnée à la femme, soit par contrat de mariage, soit depuis est nulle.

2. Art. 1449. — La femme séparée soit de corps et de biens, soit de biens seulement, en reprend la libre administration.

Elle peut disposer de son mobilier et l'aliéner.

Elle ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement du mari ou sans être autorisée de justice à son refus.

contre les dilapidations du mari eût été de la sorte assurée d'une façon suffisante.

Comme l'a si justement fait remarquer M. Legrand, ne pas adopter l'amendement, c'est « donner à la
« femme, sur les biens réservés, des pouvoirs supé-
« rieurs à ceux du mari sur ses biens et sur ceux de
« la communauté. Quand le mari aliène un immeuble,
« le prix reste affecté à l'hypothèque légale de la femme
« et celle-ci a encore un droit sur les biens du mari.
« Ici on attribue à la femme un droit absolu sans
« aucune réserve des droits et intérêts du mari.
« C'est, à mon avis, excessif » (1).

Le mari ne peut en quelque sorte aliéner sans le consentement de sa femme : pour être pleinement assuré de n'avoir aucun risque à courir à raison des créances que la femme pourrait avoir contre son mari vendeur, le tiers acquéreur doit obtenir la renonciation de la femme à son hypothèque légale ou se conformer aux formalités de purge.

L'amendement n'a pas été adopté et c'est à tort, selon nous ; on a bien donné comme argument, en faveur du rejet, que les biens ainsi capitalisés diffèrent des biens propres en ce que « pour ceux-ci la
« femme n'a été pour rien dans leur acquisition ; ce
« n'est pas sa volonté, ce n'est pas un acte venant
« d'elle qui les a fait passer dans son patrimoine ; une

1. Louis Legrand. Séance Sénat, 14 mai 1907. *Journ. Off.*, 15 mai, page 623.

« femme totalement incapable, une femme pares-
« seuse peut avoir des propres, et on conçoit par
« suite qu'aucun pouvoir d'aliénation, sans autorisa-
« tion maritale, ne lui soit donné sur ces biens....
« mais il s'agit ici de biens qui sont entrés dans le
« patrimoine de la communauté, par l'habileté de la
« femme, par son art, par son travail, nous sommes
« en présence par conséquent d'une femme capable ;
« souvent d'une femme d'affaires ; aucune assimila-
« tion n'est possible entre les biens propres de la
« femme et ceux qu'elle a acquis de la façon prévue
« par le projet de loi, par suite il n'y a aucune raison
« non plus de refuser à la femme le droit d'aliénation
« sur ses biens (1). »

C'est justement parce que ces biens ont le caractère de biens de communauté, qu'il nous paraît fâcheux de les soustraire à toute espèce de pouvoir, bien plus, à toute espèce de contrôle du mari, et en tous cas l'argument de M. Lamarzelle n'explique pas pourquoi le mari, qui, de son côté peut être, un travailleur, un homme capable et connaissant les affaires n'aurait pas sur ses propres un droit aussi étendu que celui que l'on donne à son épouse sur ses biens réservés.

Il y a ici la création d'un patrimoine nouveau qui est dans les mains de la femme aussi libre que le

1. M. de Lamarzelle. Séance Sénat, 14 mai 1907. *Journ. Off.*, 15 mai, page 625.

patrimoine commun peut l'être entre les mains du mari. C'est un système d'une complication extrême puisque la communauté comprend maintenant quatre patrimoines ; et l'institution de ces biens réservés affectés, eux aussi, aux charges du ménage, crée à côté du patrimoine commun laissé au mari, une dualité de direction, contraire aux bases mêmes de notre autorité maritale, dont le plus ancien fondement est le désir d'assurer l'unité de direction dans le ménage.

L'aliénation à titre onéreux est la seule autorisée ; l'aliénation gratuite demeure interdite. Cette prohibition ne doit cependant pas être entendue trop strictement, il faut faire exception pour ce qu'il est convenu d'appeler présents et cadeaux d'usage, ainsi que pour certains dons de minime importance que la femme pourrait faire à ses enfants ou à l'un d'eux, pour l'ouverture d'un livret de caisse d'épargne notamment.

Ces différents cas ou d'autres analogues ne sont jamais entrés dans la catégorie des aliénations gratuites telles qu'elles sont entendues par le code. Ce serait au surplus une question de fait à faire trancher par les tribunaux que celle de l'importance possible de pareilles libéralités. On trouvera des exemples analogues dans les jugements déjà rendus à propos de l'article 852 qui dispense du rapport les présents d'usage.

Il nous reste à parler de la protection des tiers et de leurs moyens d'échapper à toute responsabilité.

Il est indispensable pour la femme mariée, qui, forte de la loi nouvelle, veut traiter seule avec des tiers, de prouver la provenance des fonds qui lui servent à acquérir soit des valeurs mobilières, soit des immeubles, Il serait trop facile à la femme de prélever sur les ressources communes les sommes dont elle aurait besoin pour satisfaire ses tendances dissipatrices ou ses désirs d'économie.

Là est le danger et M. Legrand l'a très bien senti quand il a dit : « Il faut que les tiers sachent s'ils
« peuvent valablement traiter avec une femme sans
« l'autorisation de son mari ; par conséquent il faut
« indiquer la justification que les tiers pourraient exiger de la femme pour être assurés, eux, qu'ils ont
« fait un contrat valable (1). »

La difficulté n'était pas facilement résoluble et en fait elle ne l'a guère été.

L'article 1^{er}, quatrième alinéa, déclare que « la validité des actes faits par la femme, sera subordonnée à la seule justification faite par un acte de notoriété ou par tout autre moyen mentionné dans la convention qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari ; la responsabilité des tiers avec lesquels elle a traité en

1. Louis Legrand. Séance Sénat, 14 mai 1907. *Journ. off.*, 15 mai 1907, p. 624.

« leur fournissant cette justification n'est pas engagée. » La question de la responsabilité des tiers se trouve donc tranchée, quelque bizarre que puisse paraître le mode de preuve de la consistance et de la provenance des biens réservés : un acte de notoriété établissant que la femme a une occupation distincte de celle de son mari !

Divers projets de loi, l'un notamment, proposé par la Société d'études législatives, soumettait la femme à l'obligation de justifier d'une profession lucrative. Il semble que quelque imparfaite qu'eût été cette solution, elle eût bien valu l'expression « profession distincte ».

Si les parties veulent s'en rapporter à un autre mode de preuve, ils ont toute liberté à cet égard ; la femme pourra faire la justification de la provenance de ses biens par tout autre moyen mentionné dans la convention.

On a dû penser en effet qu'il serait souvent onéreux pour la femme d'avoir recours à un acte notarié ; l'acquisition peut être de très minime importance et il semble bien qu'un nouvel acte de notoriété doive être passé à l'occasion de chaque contrat nouveau ; on a voulu lui faciliter le moyen de prouver l'existence d'une profession séparée, lui permettant ainsi de bénéficier des dispositions de la loi nouvelle.

Ceci est surtout applicable à l'ouvrière qui ne gagne qu'un petit salaire.

Il est probable (c'est la jurisprudence qui le décidera), il est probable, disons-nous, qu'elle pourra se faire délivrer par son patron un certificat dûment légalisé qui sera mentionné dans la convention par elle passée avec le tiers et qui sera la justification de son droit d'agir sur les biens réservés. Quant à la femme commerçante, peut-être pourra-t-elle présenter sa patente délivrée à son nom, ou même simplement son bail.

Il est d'ailleurs probable que les banques et établissements de crédit qui consentiront à l'application de la loi de 1907, exigeront plutôt la production d'un acte notarié; les tiers sont en effet toujours libres de ne pas traiter et, étant donnée la rédaction plus que vague de la loi, ils préféreront sans doute exiger l'acte de notoriété spécialement mentionné au texte, aux autres moyens non spécifiés et dont la détermination pourra leur paraître trop indécise.

La responsabilité des officiers ministériels, notaires ou agents de change ne saurait être engagée en aucune façon, cela ne souffre pas de doute, toutes les fois que les parties auront représenté cet acte de notoriété. Il est impossible, en effet, au notaire ou à l'agent de change de savoir quels sont les gains de la femme, et l'importance des économies qu'elle peut faire sur ses gains. Ils n'ont pour leur garantie qu'à se conformer aux prescriptions de la loi.

Mais si pareille justification peut couvrir et les

tiers et les intermédiaires, comment pourrait-elle protéger le mari ? Celui-ci a bien de par l'article 2 *in fine*, le droit de se faire autoriser par ordonnance de référé, à s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers, mais ce pouvoir ne nous paraît viser que le cas où la femme gèrerait mal les biens réservés et ferait un mauvais emploi de ses biens, en les détournant des besoins du ménage par une folle dissipation. Cette protection accordée au mari ne paraît pas lui avoir été donnée pour s'opposer aux acquisitions que la femme voudrait faire en employant dans ce but d'autres biens que ses biens réservés. Il semble qu'en pareil cas le mari sera obligé d'attendre la fin du mariage pour demander seulement une récompense. Cependant si la femme essaye ainsi de soustraire à son mari, sous le régime de la communauté, l'administration de ses propres, il y aura de ce chef une atteinte très grave aux droits du mari ; on peut même penser que les femmes mariées pourront essayer quelquefois de se faire délivrer un certificat de complaisance ; elles pourront ensuite s'efforcer de faire passer les biens communs ou même les propres dans le domaine des biens réservés, et elles soustrairont ces biens propres aux droits que peut avoir sur eux le mari, toutes les fois que leur aliénation ne sera pas trop difficile, notamment s'il ne s'agit ni d'immeubles, ni de titres nominatifs.

Le mari semble désarmé contre ce danger et l'inconvénient considérable que nous relations plus haut subsiste; la loi n'y a apporté aucun remède.

Le principe de l'autorité maritale supporte aussi une nouvelle brèche en ce qui concerne le droit d'ester en justice.

La femme mariée peut, dorénavant, pour toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la loi de juillet 1907, intenter toutes actions mobilières, immobilières, possessoires ou pétitoires sans l'assistance de son mari; elle peut de même y défendre. C'est le complément nécessaire des droits qui lui sont conférés. Nous eussions trouvé préférable de lui donner le droit d'ester en justice seule et sans autorisation, uniquement pour les besoins de son administration; elle aurait pu intenter toutes les actions mobilières et les actions immobilières possessoires, et y défendre, mais du moment qu'on lui donne sur son pécule les droits les plus étendus, sauf la faculté d'aliéner à titre gratuit, il faut bien lui reconnaître le droit d'ester en justice, d'une façon générale, pour tout ce qui concerne ce pécule, sans autorisation maritale.

CHAPITRE IV

Droits du mari.

Il fallait bien prévoir le cas où la femme ferait un mauvais usage des pouvoirs si étendus que l'on venait de lui reconnaître ; on pouvait craindre qu'elle s'écartât souvent du but pour lequel on les lui donnait. Cette loi a été motivée par les abus de certains mauvais maris qui vivent du travail de leur femme et dissipent honteusement les salaires qu'elle a peut-être péniblement acquis ; mais on devait forcément se préoccuper d'un abus contraire, abus de la femme qui dépenserait à tous autres usages qu'aux besoins de son ménage les produits de son travail.

Les statistiques montrent que dans certains milieux les femmes boivent autant que les hommes ; il est vrai que la plupart des maris dont les femmes sont ivrognes s'adonnent aussi au même vice. Mais la femme peut être plus dépensière que son mari, ou plus légère ; elle peut, tout en ayant toutes les qualités d'une bonne mère de famille, n'avoir aucune aptitude pour la gestion de ses intérêts. En un mot les mêmes dangers que l'on redoute de la part du mari

sont à craindre de son épouse. Si le ménage est uni, si la femme a confiance en son mari, tout ira pour le mieux, mais dans le cas contraire, si la femme ne veut pas tenir compte des conseils de son mari, en le supposant capable et sérieux, peut-on affirmer qu'elle sera suffisamment habile pour ne pas laisser périliter le petit pécule qui lui est confié ?

La loi nouvelle aurait pu avoir pour effet direct, de retirer au mari honnête et laborieux une bonne partie des recettes journalières dont il aurait besoin pour faire vivre sa famille si le législateur n'avait essayé par l'article 2 de remédier à ce fâcheux résultat.

« En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui
« sont conférés dans l'intérêt du ménage par l'arti-
« cle précédent, notamment en cas de dissipation,
« d'imprudence ou de mauvaise gestion, le mari
« pourra en faire prononcer le retrait, soit en tout,
« soit en partie par le tribunal civil du domicile des
« époux statuant en chambre du Conseil en présence
« de la femme ou elle dûment appelée, le ministère
« public entendu.

« En cas d'urgence, le président de ce tribunal
« pourra par ordonnance de référé lui donner l'au-
« torisation de s'opposer aux actes que la femme se
« propose de passer avec un tiers. »

Rien, malheureusement, n'est plus vague que le mot « abus ».

MM. de Lamarzelle et Béranger n'ont pas manqué d'ailleurs de chercher à restreindre ou plutôt à préciser les cas d'abus; c'est à eux que l'on doit les mots « notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion » qui ne nous donnent pas encore toute la précision que l'on est en droit d'attendre d'une loi. Le mot « notamment » n'est qu'indicatif, et non limitatif.

Selon l'expression de l'honorable sénateur M. de Lamarzelle, moins on donne de pouvoir discrétionnaire aux juges, mieux cela vaut pour les justiciables. « Dieu nous garde de l'équité des Parlements », disaient nos pères.

Il est bien à craindre, que cet article nécessaire, sans nul doute du moins quant au fond, ne devienne dans la suite une cause incessante de procès, et de troubles au foyer conjugal.

Et combien délicate et difficile sera l'appréciation des juges !

Un autre danger encore est imminent : cette loi est faite, avons-nous dit, à l'encontre des maris débauchés, dissipateurs ou d'une moralité douteuse; n'est-il pas loisible à l'un d'eux, dans un esprit de chicane et de lucre, d'exercer, vis-à-vis de sa femme, un chantage très rémunérateur? Armé de cet article 2, il ne laissera peut-être traiter sa compagne que moyennant une somme plus ou moins forte et en la menaçant d'un procès.

Ce lui sera d'autant plus facile que, « en cas d'urgence, le président peut par ordonnance de référé lui donner l'autorisation de s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers ».

Soucieux de ne faire supporter à la femme aucune déconsidération, et désireux de ne pas porter atteinte à sa dignité, le législateur a décidé que le tribunal compétent (le tribunal civil du domicile des époux) statuerait en chambre du Conseil ; il n'y aura pas de débats publics et c'est avec raison : les tiers n'ont pas besoin d'être au courant des différends conjugaux ; toutefois la cause sera soumise au ministère public ; c'est un cas à ajouter aux sept causes énumérées dans l'article 83 du Code de procédure civile qui en ordonne la communication au ministère public en tant que partie jointe (1).

Cet article 2 nous conduit tout naturellement à nous poser une question qui nous semble bien être restée

1. Art. 83 Code proc. civ.

Seront communiquées au procureur du roi les causes suivantes : 1° celles qui concernent l'ordre public, l'État, le domaine, les communes, les établissements publics, les dons et legs, au profit des pauvres ; 2° celles qui concernent l'état des personnes et les tutelles ; 3° les déclinatoires sur incompétence ; 4° les règlements de juges, les récusations et renvois pour parenté et alliance ; 5° les prises à partie ; 6° les causes des femmes non autorisées par leurs maris ou même autorisées lorsqu'il s'agit de leur dot et qu'elles sont mariées sous le régime dotal ; les causes des mineurs et généralement toutes celles où l'une des parties est défendue par un curateur ; 7° les causes concernant ou intéressant les personnes présumées absentes..

inaperçue du législateur et qu'en tout cas il n'a pas résolue. Quand le mari aura obtenu du tribunal le retrait à la femme des pouvoirs que la loi lui confère comment les tiers seront-ils prévenus ? Les actes que ceux-ci continueront à passer avec la femme seront-ils valables, si celle-ci leur présente l'acte de notoriété nécessaire ? et moyennant cette preuve, leur responsabilité sera-t-elle à couvert ?

Nous sommes bien embarrassés pour donner une solution ; c'est qu'en effet il est difficile de trouver un précédent dans la révocation du mandat tacite, révocation qui selon une opinion serait suffisamment publiée par voie d'annonce dans les journaux, dans les *Petites Affiches*, notamment, mais qui suivant l'opinion la plus généralement acceptée exige des notifications directes et individuelles aux différents fournisseurs ; ici ce second mode est tout à fait impraticable, car le mari ne peut deviner quels sont les tiers qui sont susceptibles de traiter avec sa femme, le premier mode de publication est tout aussi imparfait ; les tiers ne peuvent se résoudre à lire chaque matin les *Petites Affiches* ou toute autre feuille judiciaire ; dans ces conditions quelle garantie les tiers auront-ils quand ils traiteront avec une femme mariée agissant sans autorisation même dans l'intérêt du ménage ?

Il aurait été cependant assez facile de nous donner satisfaction sur ce point ; le législateur n'avait qu'à

décider que l'on appliquerait, quant au retrait des pouvoirs de la femme, le système de publicité de l'interdiction (1), il y a ici une lacune dans la loi et il paraît bien nécessaire qu'une loi nouvelle vienne la combler.

La loi de 1907 envisage l'hypothèse, où, soit que la femme se soit amendée, soit par le fait de toutes autres circonstances, il y aura lieu de revenir sur le premier jugement et de restituer à la femme sur ses biens réservés les droits que le juge lui avait momentanément retirés.

L'article 10 qui ne laisse pas de doute sur ce point est ainsi conçu :

« Les jugements rendus en vertu des articles 2 et
« 7 de la présente loi seront exécutoires par provi-
« sion nonobstant opposition ou appel et sans cau-
« tion. Ils pourront même lorsqu'ils seront devenus
« définitifs, être modifiés si la situation respective le
« permet. »

Nous pensons qu'il sera loisible au mari comme à

1. On sait que la publicité d'un jugement ou d'un arrêt prononçant l'interdiction est faite d'après l'article 501 du Code civil par voie d'affiches : 1° dans des tableaux spéciaux placés dans l'auditoire du tribunal ; 2° dans les études des notaires de l'arrondissement et depuis une loi du 16 mars 1897 au moyen d'une mention sur un registre spécial tenu au greffe du tribunal civil du lieu de naissance de l'interdit.

Comme moyen de publicité, ce dernier procédé, qui n'a pas supprimé ceux de l'article 501, est certainement supérieur à ceux-ci.

la femme de prendre un nouveau jugement dans ce but ; mais la même question de publicité s'élève pour ce second jugement aussi bien que pour le premier.

CHAPITRE V

De la contribution aux charges du ménage.

La loi dont nous nous occupons n'a pas eu tant en vue la protection de la femme que l'intérêt du ménage.

C'est dans l'intérêt de celui-ci, l'article 2 le dit, que les pouvoirs dont nous avons parlé ont été retirés au mari, pour être accordés à sa femme. Les articles 7 et suivants ont pour objet de contraindre les conjoints à coopérer tous deux et spontanément, dans la mesure de leurs facultés aux charges du ménage.

Cette seconde partie de la loi qui n'est pas, nous le verrons, à l'abri de toute critique en raison des différends conjugaux qu'elle va créer, eût peut-être suffi cependant à elle seule pour entraver les habitudes dépensières et dissipatrices d'un mari ivrogne ou débauché, à la condition toutefois qu'il travaille, qu'il gagne des salaires ; en tout cas elle corrigera l'effet des premiers articles en ce qu'ils pourraient avoir de fâcheux, c'est-à-dire dans le cas où la femme ne mériterait pas la confiance que la loi lui accorde.

Notre article 7 a l'avantage de faire bénéficier de

ses dispositions les deux époux indistinctement. C'est un mérite : les lois d'exceptions sont toujours regrettables parce qu'injustes ; ici le droit de saisie-arrêt des salaires de son conjoint est réciproque pour chacun des époux.

Le mari avait déjà la faculté en vertu de l'article 2 de faire prononcer le retrait de tout ou partie des droits nouveaux de sa femme en cas d'abus, notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, mais l'effet de l'article 7 est plus spécial et plus pratique. Chaque fois que l'un des époux refusera de subvenir à l'entretien de la famille, l'autre époux pourra l'y contraindre ; c'est bien un tempérament tant aux lois anciennes qui permettaient au mari de gaspiller à sa guise, les gains de sa femme comme les siens personnels, qu'aux effets de l'article 1^{er} qui eût pu donner à la femme les mêmes facultés. Celle-ci pourrait être tentée de réserver aussi tout son salaire et de laisser au mari seul la charge des dépenses du ménage.

Le conjoint qui exerce cette saisie-arrêt ne peut pas être absolument considéré comme étant le créancier de l'autre conjoint, il s'agit plutôt, dans l'espèce, d'éviter que les sommes soient remises entre les mains d'un dissipateur et de tâcher de les laisser à la disposition de celui qui les appliquera exclusivement aux charges du ménage. Ce n'est donc pas comme créancier de l'autre époux, mais comme

représentant les intérêts du ménage que le poursuivant fera cet acte que la loi qualifie de saisie-arrêt.

Pour justifier cette expression qui ne se comprend vraiment que lorsque le saisi-arrétant est le créancier du saisi-arrêté, on a voulu voir dans le conjoint exerçant cette soi-disant saisie-arrêt, un créancier d'aliments ; créancier d'aliments, il ferait entre les mains du débiteur de son débiteur une saisie-arrêt. Cette explication ne nous permet pas du tout de comprendre pourquoi ce droit de saisie-arrêt n'existe pas quand les salaires sont appliqués régulièrement aux charges du ménage ; il semble que dans un cas comme dans l'autre le conjoint ait toujours droit aux aliments ; sans doute on nous dira que cette dette alimentaire prend un caractère plus aigu quand les salaires de l'un des époux n'ont pas été versés dans le ménage, mais attendra-t-on alors que les salaires soient dissipés pour faire saisie-arrêt entre les mains du patron ?

Comme on le voit au moment où cette soi-disant saisie-arrêt est faite, il est difficile de considérer le conjoint qui les fait comme un créancier d'aliments non point en vertu d'une créance vague et indéterminée, mais en vertu d'un droit précis puisque la dissipation qui fera naître ce droit précis n'est pas encore réalisée.

L'idée de dette alimentaire qu'on a mise en avant pour justifier l'existence d'une saisie-arrêt produi-

rait un autre avantage : elle permettrait de donner au conjoint saisissant un véritable droit de préférence sur les sommes saisies-arrêtées, alors qu'en réalité la saisie-arrêt ne confère aucune espèce de privilège au profit du premier créancier saisissant lorsque la créance pour laquelle on a saisi-arrêté a un caractère alimentaire il en résulte une cause de préférence tenant à l'insaisissabilité des aliments qui ne permet pas l'adjonction à la première saisie-arrêt, d'autres saisies-arrêts.

Il est possible d'expliquer le droit qu'a l'un des conjoints de se faire remettre les salaires ou une partie des salaires de l'autre par préférence à toute autre personne sans invoquer l'idée de saisie-arrêt ni l'idée d'aliments ; il suffit de faire remarquer que les salaires sont considérés par la loi de 1907 comme constituant désormais un patrimoine d'affectation ; c'est aux époux qu'il appartient de veiller à l'affectation de ce patrimoine, d'empêcher qu'il ne soit détourné de son but. Lors donc qu'il serait dissipé autrement qu'aux soins du ménage, l'un quelconque des époux peut demander que ces salaires lui soient attribués pour les affecter lui-même aux charges matrimoniales, c'est-à-dire pour remplir le vœu de la loi.

Le mot saisie-arrêt ne désigne pas exactement l'opération juridique qui s'accomplit en pareil cas ; en ce qui concerne le droit de préférence, il est, disons-

nous, permis de le justifier sans faire intervenir l'idée d'aliments insaisissables, mais en faisant observer qu'il s'agit d'un patrimoine d'affectation qui ne peut en aucune façon être détourné du but pour lequel il a été créé. Il le serait si lors de la réclamation faite par un époux, des créanciers quelconques pouvaient venir disputer ces salaires à l'époux qui les réclame.

Ainsi la loi de 1907 contient un principe nouveau et fort intéressant : les salaires sont désormais considérés comme une masse de biens grevés d'une destination déterminée, à laquelle on ne peut les soustraire. Les deux époux reçoivent le droit de veiller à l'affectation de ce patrimoine et la femme voit désormais, sur ces points, ses droits égaux à ceux de son mari.

L'abandon du domicile conjugal par l'un des époux donne à l'autre époux la même faculté de saisir-arrêter les salaires du premier.

On a beaucoup parlé ces derniers temps de la nécessité d'ériger l'abandon de famille en délit. C'est qu'en effet un moyen très simple existe pour se soustraire aux charges de la famille ; il consiste à quitter le foyer pour un temps plus ou moins long, pour toujours quelquefois ; on garde pour soi seul les gains que l'on peut faire et on se dérobe ainsi à ses devoirs de famille sans encourir aucune peine : ce n'est pas un délit (1).

1. Note communiquée par M. Charmont à la Société d'étud. légis.
v° *Bulletin de la Société*, 1902, page 78.

On dira bien qu'emprisonner le délinquant ne sera pas le moyen de donner du pain à sa famille, mais cette objection n'arrête pas M. Charmont qui estime que « de ce que cette action sera forcément imparfaite il n'est pas permis d'en conclure qu'elle soit inutile ». Il demande que l'abandon de famille devienne un délit du moins si c'est le fait du mari, car c'est à lui de subvenir aux besoins de sa femme et de ses enfants, aussi demande-t-il une sanction à cette obligation du père sans en exiger l'assimilation au même fait de la mère.

Quoi qu'il en soit, et en attendant qu'une loi ait statué sur cette question, il est certain que l'abandon de famille par l'un des époux équivaut à la non-contribution aux charges du ménage et est par là même un cas d'application de la loi. C'est ce qui résulte de la déclaration de M. Guillier au Sénat le 20 mars 1907 : « Le droit pour chacun d'eux (cha-
« cun des époux) de faire saisie-arrêter les salaires
« de l'autre est reconnu par cela seul que ce der-
« nier néglige de contribuer spontanément dans la
« mesure de ses ressources à l'entretien du ménage.
« Ces expressions englobent le cas qui est le plus
« fréquent, d'abandon par un des conjoints du domi-
« cile conjugal (1). »

Cette obligation de contribution aux charges se

1. *Doc. Parl.*, Sénat, 1907, annexe 77, p. 56.

trouve être d'une application plus large que celle prévue par le projet adopté en 1896 par la Chambre des députés. Nous nous souvenons que d'après ce texte si la femme avait toujours le droit de saisir-arreter et de toucher une partie de salaire de son mari l'abandonnant, en proportion de ses besoins et du nombre de ses enfants, le même droit n'était accordé au mari, dans le cas inverse, qu'autant qu'il y avait des enfants issus du mariage ; il avait semblé contraire à la dignité de l'homme de réclamer pour son profit exclusif une partie des bénéfices que la femme a réalisés par son travail personnel.

La loi de 1907 ne fait plus aucune distinction. Le devoir alimentaire est absolu et réciproque, qu'il y ait ou non progéniture.

Il faut cependant faire cette observation que ce devoir alimentaire cesse si les époux se sont séparés à l'amiable ou d'un commun accord. Lorsque les conjoints mènent une existence séparée de fait, il ne s'ensuit pas fatalement qu'il y ait de la part de l'un d'entre eux ce qu'on appelle abandon du foyer conjugal ; ils ont pu se décider à abandonner la vie commune sans pour cela demander le divorce ni la séparation de corps ; dans ce cas il n'y a plus de contribution possible aux charges du ménage, par cela même qu'il n'y a plus en réalité de « ménage ». Il n'y a pas lieu d'appliquer la loi de 1907.

C'est du moins ce que vient de décider le tribunal

civil de Boulogne-sur-Mer, par un jugement tout récent, du 5 mars 1908, aux termes duquel celui des conjoints qui demande au juge de paix l'autorisation de saisir-arrêter les salaires de l'autre, doit, dans le cas où il y a existence séparée, prouver qu'il a été contraint par ce dernier à cette habitation séparée.

Voici au surplus les termes mêmes de ce jugement :

« Attendu que les époux L... D... vivent séparés de fait depuis le 20 décembre 1904, la femme à Roubaix, le mari à Calais ;

« Attendu que la dame L... se prétendant hors d'état de suffire seule à ses besoins a demandé à M. le juge de paix de Calais (canton sud) l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher dans les termes de la loi du 13 juillet 1907 des appointements de son mari une part proportionnelle à ses besoins ;

« Attendu que le défendeur a en première instance dénié que ladite loi fût applicable à l'espèce ; qu'il a par suite contesté la compétence de la juridiction saisie ;

« Attendu que statuant par un seul et même jugement sur la compétence et sur le fond le premier juge s'est déclaré compétent, a fixé à 80 francs la somme qu'il autorisait la femme à toucher mensuellement sur les appointements de son mari, et déclaré le jugement exécutoire par provision nonobstant appel et sans caution ;

« Attendu qu'il est interjeté appel de ce jugement et que l'appel est recevable en la forme ;

Sur la compétence :

« Attendu que l'article 7 de la loi invoquée du 13 juillet 1907, porte littéralement que faute par l'un des époux de subvenir spontanément dans la mesure de ses facultés aux charges du ménage l'autre époux pourra... ;

« Attendu que la loi du 13 juillet 1907 n'a pas été édictée en vue de la situation d'époux qui ont cessé de vivre en commun ; qu'en ce cas celui des époux qui prétend droit à une pension alimentaire ne peut fonder son action que sur les dispositions des articles 212 et 213 du Code civil, qu'il doit pour en justifier le principe, établir qu'il a été contraint à une habitation séparée par la faute de l'autre époux ;

« Attendu que la loi précitée de 1907 n'a ni abrégé ni modifié les dispositions des articles 212 et 213 précités que la jurisprudence formée sur ces articles subsiste donc entière ; qu'elle a entendu protéger la famille, d'abord, en assurant la répartition équitable et l'exécution des charges qu'elle comporte ; protéger ensuite l'un des époux contre les appropriations abusives ou les dilapidations de l'autre époux ; que l'article 7 en imposant dans cet esprit, à chacun des époux de contribuer aux charges du ménage, a donné à l'expression « ménage » le sens usuel que lui donne d'ailleurs l'article 1537 du Code civil d'une

famille groupée sous le même toit dont chacun des membres est l'occasion de dépenses qui sont à prélever sur un fonds commun et constituent les charges qui le grèvent.

« Attendu qu'il suit de là que deux époux qui vivent séparés de fait se sont constitués chacun de son côté une existence indépendante dans une habitation distincte, n'ont plus par suite de charges communes, ne peuvent être tenus pour vivant en ménage ;

« Attendu que cette situation étant celle de l'espèce, c'est à tort que M. le juge de paix de Calais s'est déclaré compétent pour en connaître ; que le jugement du 8 janvier dont est appel doit, en conséquence, être réformé ;

Par ces motifs :

Dit que c'est à tort que la dame L... a prétendu baser sa demande sur les dispositions de la loi du 13 juillet 1907 ; que cette loi était inapplicable et M. le juge de paix de Calais incompetent pour connaître de la demande ; met en conséquent à néant le jugement du 8 janvier 1908 ; décharge l'appelant de toutes les condamnations prononcées contre lui, en principal, intérêts et frais ; condamne la dame L... en tous les dépens. » (1)

On sait qu'en cas de séparation de biens conventionnelle, si les époux ont négligé d'indiquer la quote-part contributive de chacun d'eux la loi dans l'arti-

1. *Gazette des tribunaux*, 12 mars 1908.

cle 1537 fixe cette part contributive aux tiers des revenus de la femme.

En pareil cas le mari aurait-il le droit de saisir-arrêter les salaires de sa femme pour une part supérieure au tiers des revenus indiqués dans l'article 1537 ? La solution de cette question dépend du point de savoir si la loi de 1907 a dérogé à l'article 1537 du Code civil ?

M. Viollette ayant dans un rapport à la séance de la Chambre le 28 juin 1907 déclaré que l'article 7 de la nouvelle loi ne dérogeait pas à l'ancien article du code, il y a tout lieu de penser que l'on n'a nullement entendu apporter une modification à cet article. La saisie-arrêt ne serait donc possible que dans les limites du tiers du revenu de la femme.

Quant aux actes de procédure, la Chambre avait en 1896 décidé qu'ils seraient tous ainsi que les jugements et les significations dispensés des droits de greffe, de timbre et d'enregistrement. Cette disposition n'a pas subsisté en 1907, la loi ayant une portée très générale et étant susceptible de s'appliquer à des familles très aisées, il n'y avait pas lieu de la conserver ; elle ne se comprendrait même pas, s'il s'agissait de ménages pauvres, puisqu'ils auraient alors recours à l'assistance judiciaire.

L'observation du ministre des finances rapportée par M. Guillier est très juste : « L'exemption complète d'impôts s'expliquerait à la rigueur, si la pro-

« position de loi était restreinte à des salaires d'ou-
« vriers. Mais il n'en est pas ainsi. Elle est étendue à
« tous les produits du travail quelle qu'en soit l'im-
« portance. Il arriverait de la sorte fréquemment que
« la dispense de droits profiterait à des personnes
« qui sont parfaitement en état de supporter toutes
« les charges de la procédure engagée pour la sau-
« vegarde de leurs intérêts. Ce serait donc le Trésor
« qui devrait faire les frais de cette procédure et
« venir indirectement en aide à des plaideurs qui
« n'en ont nul besoin (1). »

La commission a été d'avis de laisser les instances relatives à toutes ces actions, sous l'empire du droit commun. C'est ce qui fut adopté et cela est tout naturel. On doit bien se garder d'encourager de pareils procès, en donnant aux plaideurs de plus grandes facilités, alors que l'assistance judiciaire sera toujours accordée à ceux qui en auront véritablement besoin.

Une loi assez récente du 12 janvier 1895 a réglementé à nouveau les conditions des saisies-arrêts qui seraient faites sur les salaires des ouvriers et gens de service quel que soit le montant de ces salaires.

Le but était de diminuer les frais de la procédure ordinaire de saisie-arrêt car ces frais retombent sur le débiteur.

1. *Doc. parl.*, Sénat, 1907, ann. 77, page 56.

On a voulu également trancher la difficulté que soulevait le pouvoir arbitraire des tribunaux de fixer le montant des sommes pour lesquelles on reconnaît aux salaires ou petits traitements le caractère alimentaire. Ce pouvoir arbitraire des tribunaux en pareille matière était plein d'incertitudes et d'abus. La loi de 1895 fixe au dixième la partie saisissable.

Lorsque les salaires d'un des conjoints seront saisis par l'autre conjoint, il n'y aura pas à combiner la loi de 1907 avec celle de 1895 sur la saisie-arrêt des salaires et petits traitements, les créances alimentaires étant elles-mêmes saisissables pour cause d'aliments, la limitation du dixième ne trouvera pas ici son application.

On sait que la procédure de saisie-arrêt se compose généralement des formalités suivantes :

Exploit d'huissier faisant défense au tiers saisi de payer au saisi.

Dans la huitaine de cette défense dénonciation de la saisie-arrêt au débiteur saisi et assignation en validité.

Dans la huitaine suivante le saisissant fait au tiers saisi une contre-dénonciation et assigne le tiers saisi en déclaration affirmative.

La loi du 13 janvier 1895 est venue poser des règles nouvelles pour la saisie des salaires et petits traitements.

Elle limite en pareil cas le droit de saisir-arrêter au dixième du salaire.

Elle institue la compétence du juge de paix.

Elle supprime purement et simplement la dénonciation au saisi et la contre-dénonciation au tiers saisi.

Elle remplace les citations par des convocations par lettres recommandées.

Enfin le délai d'appel est réduit à dix jours et celui d'opposition à huit jours.

Les formalités de la loi de 1895 sont-elles plus simples et vraiment plus avantageuses que celle de la saisie-arrêt ordinaire ? L'expérience a démontré le contraire. La loi de 1895 n'a pas été bien faite ; les frais que l'on voulait diminuer sont encore demeurés considérables et, en pratique, il est rare de faire des saisies-arrêts sur les salaires et petits traitements.

En présence de l'insuccès de la loi de 1895, le législateur de 1907 a organisé pour la saisie qu'un époux fait sur les salaires de l'autre une procédure beaucoup plus simple.

L'autorisation de pratiquer une saisie-arrêt est donnée par le juge de paix du domicile du mari ; c'est lui qui détermine la proportion dans laquelle l'époux poursuivant aura le droit de toucher les salaires de son conjoint. La procédure a été simplifiée et rendue plus expéditive, c'est qu'en effet de semblables causes ont besoin d'une prompt solution.

En droit commun, la citation devant le juge de paix s'opère au moyen d'un exploit d'huissier ; il doit contenir l'objet et les moyens de la demande, sauf s'il s'agit d'une citation en conciliation ; il est alors seulement nécessaire d'énoncer sommairement l'objet de la demande, sans avoir besoin de faire connaître les moyens (art. 52 C. pr.).

La notification de la citation par huissier est faite au domicile du défendeur à qui une copie est laissée.

Dans la matière qui nous occupe, rien de semblable : La citation se fait au moyen d'une simple lettre missive recommandée à la poste (art. 8). Cet avertissement est envoyé par le greffier de la justice de paix du domicile du mari, aux époux, sur la demande de l'un d'eux, et indique la nature de la demande comme d'ailleurs l'a édicté la loi de 1838 en déterminant les conditions de forme que doivent remplir les avertissements de citation en conciliation.

Faute par le greffier d'omettre l'indication de la nature de la demande, l'époux cité serait fondé à refuser la comparution devant le juge de paix.

Il serait inadmissible qu'un époux pût être tenu de comparaître, sans motif, chaque fois que son conjoint en aurait la fantaisie.

Les époux devront se présenter en personne sauf le cas d'empêchement absolu dûment justifié (art. 8 *in fine*).

La loi de 1907 a essayé d'apporter encore des simplifications à la procédure de la loi de 1895 ; elle ne parle en effet que de la citation des époux et du jugement rendu sur cette citation par lettre recommandée.

Elle supprime ainsi la formalité de la déclaration affirmative qui subsistait dans la loi de 1895. Cette suppression ne sera pas sans causer quelques difficultés. En effet si le patron du conjoint saisi ne veut pas reconnaître que celui-ci est employé chez lui, s'il fait la sourde oreille afin d'éviter les ennuis d'une saisie-arrest, on ne voit pas comment l'autre époux pourra obtenir satisfaction, puisqu'il peut ne pas exister un moyen légal de faire connaître au juge le montant de la créance du débiteur saisi. Si aucune contestation ne s'élève sur ce point, ou si d'autres saisies déjà suivies de déclarations affirmatives ont eu lieu, il n'y aura pas de difficultés ; sinon on peut se demander comment l'époux saisissant pourra vaincre la résistance de l'époux saisi.

Nous avons vu que le quantum de la somme que le conjoint peut saisir-arreter est fixée par le juge de paix d'après les besoins de l'époux. Lorsque celui dont on saisit ainsi les salaires, bénéficie pour ses autres dettes de la saisie-arrest de la loi de 1895, il n'en résulte pas que le conjoint soit limité à la fraction du dixième. C'est la règle qu'on peut saisir pour

dettes d'aliments toutes sommes déclarées insaisissables à titre alimentaire.

Enfin l'article 9 déclare que la signification au conjoint et au tiers saisi de la décision du juge de paix vaudra transport des sommes ainsi arrêtées « sans autre procédure ».

Selon nous, cet article signifie que peu importerait que d'autres créanciers surviennent, au cours de la saisie pratiquée par le conjoint. La femme, ou le mari auront une cause de préférence sur la somme saisie-arrêtée par eux. Lorsque la loi dit « sans autre procédure », elle veut écarter sans doute toute procédure postérieure de distribution par contribution.

Si le conjoint saisi se trouve soumis à la loi de 1895 une difficulté peut se présenter : si le juge autorise la saisie-arrêt par le conjoint des neuf dixième du salaire, faudra-t-il défendre au saisi de rien toucher de son traitement, et abandonner le dernier dixième à ses créanciers ? Oui, semble-t-il, car ce conjoint retrouvera employées au besoin du ménage, c'est-à-dire mieux affectées à leur destination alimentaire, les sommes que la loi désirait laisser au ménage comme aliments. Ce vœu étant satisfait le conjoint dont les salaires sont saisis ne saurait s'élever contre la décision du juge de paix et réclamer pour lui la moindre partie de son salaire.

Le juge de paix pourrait-il permettre à un conjoint de saisir plus des 9/10 ? Il semble que non. La loi

estime que le salaire ne peut avoir de caractère alimentaire que jusqu'à concurrence des 9/10. Autoriser la saisie pour le tout ce serait ruiner les créanciers et enlever tout crédit aux gens mariés.

On sait enfin que la loi de 1895 déclare les salaires cessibles pour un dixième et saisissables pour un autre dixième. Que se produira-t-il quand une cession aura eu lieu et aura été signifiée avant que le conjoint ne fasse saisie-arrêt. Ce conflit pourra être difficile à régler si le juge de paix a autorisé la saisie-arrêt du conjoint pour plus des 8/10. La saisie l'emportera-t-elle sur la cession ? Non, selon nous et bien que la saisie soit ici une cause de préférence. Cela tient à notre avis à ce que pour saisir-arrêter, il est nécessaire que le saisi soit créancier, et il ne l'est plus dès lors qu'il a signifié la cession.

Remarquons enfin pour finir, que, dans un but de célérité et pour assurer des subsistances dont le besoin peut se faire sentir d'une façon bien pressante, la loi admet que le jugement sera exécutoire par provision même sans caution. En effet, les sommes ayant été employées par le conjoint saisi-arrêtant aux besoins du ménage, peu importe que la décision soit plus tard réformée. Cette saisie-arrêt peut avoir lieu sans limitation de durée, sa cause étant de nature à durer aussi longtemps que le mariage lui-même. Il a fallu prévoir la possibilité de revenir sur le jugement si les conditions venaient à changer ;

cette saisie-arrêt est en somme assimilée à une saisie-arrêt pour dette alimentaire, et les décisions relatives aux pensions alimentaires peuvent toujours être révisées.

CHAPITRE VI

Droits des créanciers.

Après avoir étudié les droits respectifs des époux, il nous est indispensable de rechercher quels seront les droits des différents créanciers, créanciers du mari, créanciers de la communauté, et créanciers de la femme ; il fallait régler la question de savoir de quels créanciers les biens réservés seraient le gage, et quels pourraient être les droits des créanciers de la femme sur les biens du mari et sur les biens communs.

a). — *Créanciers de la femme.*

Les créanciers de la femme ont pour gage les biens qu'elle administre. Toutefois ils ne pourront pas toujours les saisir en totalité ; ils devront bien entendu subir la loi de 1895 sur les salaires et petits traitements (voir ci-dessus page 76).

Néanmoins il peut se faire qu'ils aient des droits plus étendus : ils pourront poursuivre le mari sur les biens de la communauté et même sur les siens

personnels, à la seule condition d'avoir traité avec la femme dans l'intérêt du ménage. C'est toujours l'effet du mandat tacite de la femme pour tout ce qui concerne l'organisation intérieure du ménage.

Mais sauf cette exception et à moins bien entendu que la femme ait obtenu l'autorisation maritale, ce qui la ferait rentrer dans le droit commun, ses créanciers ne pourront jamais poursuivre le mari à raison des actes et engagements de sa femme concernant les biens réservés, même faits dans les limites permises par l'article 1^{er}.

b). — *Créanciers du mari.*

L'article 3, deuxième alinéa s'exprime ainsi : « Ils (les biens réservés) pourront l'être aussi (être saisis) par les créanciers du mari qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage, alors que d'après le régime adopté ils auraient dû antérieurement à la présente loi se trouver entre les mains du mari. »

Les créanciers de la femme ne seront donc pas les seuls à pouvoir se faire payer sur les biens, dits biens réservés ; de même qu'ils peuvent saisir les biens de la communauté et du mari, non pas si la femme a contracté une dette exclusivement personnelle, mais si elle a traité dans l'intérêt du ménage, de même dans cette hypothèse, les créanciers du

mari ont le droit de poursuite sur les biens réservés de la femme. Une condition supplémentaire existe néanmoins, condition résultant du régime matrimonial adopté : Si, antérieurement à la loi nouvelle, les biens que les créanciers du mari se proposent de saisir s'étaient trouvés aux mains du mari, de sorte que celui-ci en aurait eu la disposition et qu'il aurait pu les engager, les créanciers du mari peuvent exercer leurs droits ; sinon ils n'en ont pas la possibilité.

On a pensé que ne pas donner cette garantie aux créanciers du mari, toutes les fois que les époux ont adopté un régime laissant à ce dernier une grande liberté d'action notamment en cas de communauté, c'eût été diminuer son crédit d'une façon nuisible aux intérêts de la famille.

C'est au créancier qui veut saisir les biens réservés à l'administration de sa femme, à prouver qu'en traitant avec le mari, celui-ci s'est obligé dans l'intérêt du ménage (art. 3, 3^e alinéa). Était-il bien nécessaire d'insérer cette disposition dans la loi ? Cette règle n'est qu'une application de la maxime *probatio incombis actori*. C'est le créancier qui doit prouver la dette du débiteur. En tous cas nous estimons qu'il aurait été préférable de n'ajouter cet alinéa qu'à la fin de l'article 3. Tel qu'il est, dans le corps même de l'article, il semble ne s'appliquer qu'au créancier du mari, alors que certainement le créancier de la femme qui, selon le dernier alinéa de l'article 3, a

traité avec elle dans l'intérêt du ménage, doit la même preuve. Cette rédaction résulte de ce que le dernier alinéa représente un amendement de M. Louis Legendre voté seulement en seconde lecture au Sénat.

Il est difficile de prévoir la manière dont le créancier fera cette preuve, ni comment le juge appréciera les opérations qui seront faites dans l'intérêt du ménage. Y a-t-il un critérium qui permette d'être fixé d'une façon assez sûre ?

Nous pensons cependant que l'esprit de la loi est de donner au mari sur les biens réservés de sa femme, les mêmes droits exactement que ceux que l'on donne à la femme sur les biens communs restés à la disposition du mari. On verra plus loin que, d'après nous, la femme n'a, en vertu de la loi de 1907, aucun droit sur la communauté supérieur à celui que lui reconnaissait déjà le Code civil en vertu du mandat tacite. Même en traitant dans l'intérêt du ménage, elle ne peut engager la communauté au delà des limites que lui permettait le mandat tacite.

La seule différence qui subsiste à nos yeux consiste en ce que la femme, en traitant dans l'intérêt du ménage, n'oblige la communauté que par l'effet d'un mandat du mari, qui, lui, est personnellement tenu, tandis que la femme n'est obligée sur ses biens réservés en vertu des dettes contractées par le mari dans l'intérêt du ménage, que comme commune en biens.

Cet article 3 place le mari et la femme sur un pied d'égalité parfaite pour tout ce qui touche aux dépenses du ménage.

Mais ici se rattache une question fort litigieuse, très débattue et qui le sera probablement davantage encore dans la suite. On pourrait la formuler ainsi :

Qu'arriverait-il si la femme consentait à donner sa signature à un des créanciers personnels de son mari, à un cabaretier par exemple ? Pourrait-elle se trouver ainsi engagée ?

Pour cette question comme pour celle du mandat de la femme au mari, la solution est identique et découle du même raisonnement.

Nous avons vu dans notre chapitre I^{er} qu'à la suite d'un amendement de M. Maurice Faure au Sénat la loi a supprimé toute possibilité de faire par contrat de mariage des conventions contraires. Même sans adopter l'idée que la clause contraire deviendrait de style, opinion qui ne nous semble pas justifiée, cette mesure paraît excellente. L'impossibilité de renonciation par contrat de mariage donne à la loi le caractère d'ordre public ; cela se justifie si l'on estime qu'il s'agit d'une protection légale contre des abus mettant en péril la famille tout entière.

La question qui s'élève ici concerne au contraire les conventions postérieures, qui auraient lieu après le mariage contracté et par lesquelles l'épouse abandonnerait, provisoirement, les produits de son travail

aux mains de son mari ou des créanciers de ce dernier.

Si l'on en croit M. Faure, ces conventions demeurent valables : « Elle (la femme) sera toujours
« libre de donner à son mari mandat de toucher ses
« gains, de lui consentir un pouvoir d'administration
« générale, et à moins d'abus très graves constatés
« par le tribunal civil en chambre du Conseil, le ministère public entendu, en présence de la femme
« elle-même, elle conserve cette liberté pendant tout
« le mariage (1). »

A la chambre des députés, au contraire, M. Viollette a soutenu que même ces conventions seraient entachées de nullité : « Nous estimons, dit-il, que la
« signature que donnerait la femme à un créancier
« de ce genre devait être considérée comme nulle
« d'une nullité absolue (2). »

L'argumentation en faveur de cette opinion consiste à dire qu'il serait parfaitement inutile de défendre à la femme de renoncer au bénéfice de la loi par contrat de mariage, alors qu'elle est à ce moment entourée de conseils et de protection, si on lui permet la dérogation par conventions postérieures et pour chaque cas particulier.

1. Maurice Faure. Séance Sénat, 24 mai 1907. *Journ. off.*, 25 mai, page 661.

2. M. Maurice Viollette. *Doc. parl.* Ch. des dép. S. O., ann. 1128, p. 961.

La loi n'a pas départagé les deux orateurs, mais l'opinion de M. Maurice Faure nous paraît seule juridique.

En effet, il est de principe que les époux peuvent se donner mandat l'un à l'autre. Le mandant est censé agir lui-même ; quand la femme donnera mandat à son mari, ce n'est pas lui qui administrera les biens, ce sera encore la femme qui les administrera en vertu du principe de la représentation ; la loi ne sera pas violée.

M. Viollette commet donc une erreur quand il prétend que ce mandat porterait atteinte à l'immuabilité des conventions matrimoniales qui doivent fatalement se conformer à l'application de la loi. Si son raisonnement était vrai, il serait toujours défendu aux époux de se donner mandat l'un à l'autre. Il est interdit au mari d'abdiquer par contrat de mariage ses droits comme chef de la communauté : jamais cela n'a empêché ni l'existence du mandat tacite reconnu à la femme pour disposer des ressources communes dans l'intérêt du ménage, ni la faculté pour le mari de donner à son épouse une procuration plus ou moins générale relative à ses pouvoirs. Pourquoi dès lors ne pas reconnaître à la femme un droit semblable pour l'administration de ses biens réservés ?

Dans la pratique d'ailleurs, le résultat de la théorie de M. Viollette serait plus fâcheux qu'utile. Il existe heureusement, un bien plus grand nombre de maris

sérieux, que de maris paresseux, ivrognes ou débauchés ; pourquoi défendre à la femme d'avoir confiance en un mari honnête et laborieux ? Pourquoi lui donner plus de facilités pour conférer ses pouvoirs à un tiers qu'à un mari qui mérite toute sa confiance ?

Sans doute, il peut arriver qu'au moyen d'une pression fâcheuse, le mari extorque parfois à sa femme sa signature et la fasse ainsi s'engager à payer des dettes personnelles, comme des dettes de cabaret ; mais n'est-il pas autant à craindre que ce même mari ne se fasse remettre par menaces, l'argent de sa femme et paye directement avec cet argent ses dettes personnelles ?

Dans les ménages ouvriers, le mari aura bien rarement l'idée de faire signer des engagements par sa femme ; il cherchera bien plus souvent à se faire remettre des fonds, plutôt qu'un papier qu'il ne saurait pas, ordinairement, rédiger lui-même, et la femme sera plus forte pour lui refuser sa signature que pour ne pas consentir à lui remettre quelques pièces de monnaie.

Les craintes qu'exprimait M. Viollette nous paraissent donc exagérées ; et nous prenons nettement parti pour la théorie de M. Maurice Faure.

Le fait même que son amendement a été voté au Sénat après les explications qu'il a lui-même fournies sur sa manière de voir, ne doit-il pas être interprété comme déterminant la volonté du législateur, et ne

doit-il pas servir d'orientation à la jurisprudence ?

Nous devons l'espérer : traiter le mari plus sévèrement qu'un tiers, user d'une pareille défiance à son égard, c'est faire plus que de protéger la femme, c'est rétablir purement et simplement le sénatus-consulte Velleien contre lequel nos parlements du pays de coutumes manifestèrent une si vive résistance, c'est déchirer complètement l'idée de collaboration entre les deux époux en substituant à la bonne harmonie du ménage un régime de suspicion.

CHAPITRE VII

Caractère juridique des biens réservés.

Quel est le caractère juridique du pécule ainsi abandonné à la gérance de la femme, quel sera son sort à la dissolution du mariage, quels seront, à ce moment, les droits des époux ou de leurs héritiers sur les biens réservés ? Telles sont les dernières questions que nous nous proposons d'étudier pour terminer notre commentaire de la loi du 13 juillet 1907.

L'article 5 de la loi nous donne les réponses à ces questions.

Une distinction est nécessaire : le pécule n'a pas le même caractère s'il y a communauté ou société d'acquêts entre les époux, ou si, au contraire, leur régime matrimonial ne comporte aucune société entre eux.

Toutes les fois qu'il existe une communauté, si minime soit-elle, les biens réservés font partie du patrimoine commun : ils sont bien de communauté. Ils en font partie, non pas il est vrai d'une façon définitive, mais sous condition résolutoire. La masse com-

mune est gérée par deux administrateurs qui en ont chacun une parcelle à gouverner. La femme a toujours l'administration de ses salaires ; bien plus ! à la dissolution du mariage, elle peut renoncer à la communauté : c'est là la condition résolutoire. Par l'effet de sa renonciation, elle devient seule propriétaire des produits de son travail et de ses économies, elle en exerce la reprise, à peu près comme elle le fait de ses propres ; elle les garde francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont ils étaient antérieurement le gage en vertu de l'article 3, c'est-à-dire affranchis de toutes dettes personnelles au mari, de toutes celles que celui-ci n'a pas contractées dans l'intérêt du ménage.

Cette disposition de la loi est facilement critiquable. C'est qu'en effet, dorénavant, le mari courra le risque d'être obligé de partager la communauté si elle est bonne, c'est-à-dire de diminuer sa part sans jamais courir la chance de partager d'une façon profitable, cette partie de la communauté qui est laissée aux mains de la femme. Celle-ci acceptera chaque fois que son pécule sera moindre que la moitié de la communauté, sinon, elle renoncera ; le mari travaille et gagne pour deux, la femme économise pour elle seule. A la rigueur on aurait pu donner cette solution pour le cas de prédécès du mari ; il peut en effet se produire, dans cette hypothèse, un résultat quelque peu choquant : si l'on suppose la communauté mau-

vaïse, la veuve aurait pu être contrainte à partager avec les héritiers de son mari un pécule acquis, péniblement peut-être, par un labeur personnel (1). Ces héritiers peuvent être des enfants communs, mais ils peuvent aussi n'être que des enfants du premier lit, voire même des collatéraux ; il pourrait donc sembler inique que la femme ait travaillé pour des étrangers. Mais, si nous prenons l'hypothèse inverse, si nous envisageons le cas de prédécès de la femme, nous ne nous trouvons pas en face du même inconvénient.

La loi donne cette faculté de conserver les biens réservés malgré l'effet de la renonciation, non seulement à la femme, mais même à ses héritiers, du moins à ses héritiers en ligne directe.

Nous eussions préféré que cette disposition fût uniquement applicable à la femme en admettant qu'il fût nécessaire de le décider ainsi ; nous eussions accepté aussi la même solution pour le cas de divorce, de séparation de corps ou de biens, mais nous regrettons que le mari survivant ait été exclu du droit commun.

Si, au contraire, le régime adopté par contrat de mariage est exclusif de communauté ou de toute espèce d'association pécuniaire entre époux, la loi déclare ces biens propres à la femme ; elle lui en fait des paraphernaux.

1. Voir en ce sens : M. Saleilles, *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1902, p. 142 et suiv.

TITRE III

COMBINAISON DE LA LOI DU 13 JUILLET 1907 AVEC LES DIFFÉRENTS RÉGIMES MATRIMONIAUX

CHAPITRE PREMIER

Régime de communauté.

La communauté, régime légal en France, étant aussi le régime le plus couramment adopté, avec seulement quelques variantes, par les époux qui font précéder leur union d'un contrat de mariage, il s'ensuit que l'énorme majorité des ménages français s'y trouve soumise.

C'est donc avec ce régime qu'il est le plus intéressant d'étudier la combinaison possible de la loi de 1907.

C'est, peut-on dire, avec ce régime que la loi nouvelle semble le moins facilement compatible. Que fait la loi de 1907 ? Elle institue, quoi qu'on en dise,

un régime de séparation de biens légale pour une partie, il est vrai, des ressources de la communauté, pour les produits du travail de la femme ; elle institue, pour ce pécule, la séparation, qui est l'antithèse de notre régime national.

Sans envisager le côté social de la question, l'effet juridique de cette loi est de retirer au mari la disposition, bien plus, l'administration des salaires de sa femme, et de donner à celle-ci tous les droits que l'on retire au mari.

Antérieurement, la femme voyait toujours ses salaires entrer en communauté sans conserver sur eux aucun droit.

Cet état de choses a changé maintenant ; il n'est plus possible de dire, comme précédemment, qu'il n'y a pas plusieurs régimes de communauté, qu'il n'y en a qu'un seul et que l'étendue de la masse commune est la seule chose qui varie. Suivant que la femme ne travaillera pas ou qu'elle sera au contraire occupée à un ouvrage rétribué, la masse commune aura un ou deux administrateurs qui n'auront pas d'ailleurs le même pouvoir.

Le mari peut faire des donations de meubles à titre particulier et en pleine propriété, à quelque titre que ce soit, la femme ne le peut pas ; en revanche, celle-ci a plus de facilités pour l'aliénation des immeubles qui font partie de son pécule, que le mari pour celle des conquêts de communauté ou

même de ses propres, puisque la femme a sur ces immeubles son hypothèque légale et que l'existence de cette hypothèque lui confère un moyen de contrôle sur les actes de son mari ; celui-ci est obligé d'obtenir de sa femme sa renonciation à l'hypothèque légale, et, en cas de refus, le tiers acquéreur doit se conformer aux formalités de purge.

Le mari se trouve avoir désormais un pouvoir restreint ; il ne peut plus saisir-arrêter entre les mains du patron de sa femme, les salaires de celle-ci que faute par elle de subvenir spontanément dans la mesure de ses facultés aux charges du ménage et après avoir obtenu, pour cette saisie-arrêt, l'autorisation du juge de paix. Le mari n'est plus seigneur et maître de la communauté tout entière, puisque le produit du travail de son épouse, qui théoriquement fait partie des biens communs, est soustrait à tout contrôle de sa part.

Il y a plus, la femme a un pouvoir nouveau, indépendamment des droits qui lui ont été conférés sur son pécule ; elle peut (art. 7) saisir-arrêter les salaires de son mari, s'il ne veut contribuer aux dépenses de la famille.

Mais c'est surtout en ce qui concerne les créanciers qu'il est intéressant de voir les modifications qu'apporte au régime de la communauté la loi de 1907.

§ 1. — *Dettes contractées par le mari.*

Sous l'empire du Code civil, les créanciers du mari ont pour gage et ses biens propres, et les biens communs : « Toutes obligations contractées par le mari pendant le mariage tombent en communauté » (article 1409-2°).

Est-ce, comme on a voulu le voir quelquefois, par l'effet d'un mandat donné par la femme pour la gestion de la communauté ? Nous ne le pensons pas, car le mari a la faculté d'engager la communauté contre l'intérêt même de la femme ; il engage la communauté même par ses délits et il est impossible de dire que la femme ratifie les délits de son mari. La volonté de la loi est basée sur l'origine historique de la communauté (1).

Depuis la loi nouvelle, les créanciers du mari ont un gage plus restreint : toutes les fois que l'intérêt du ménage n'a pas été le motif direct de l'obligation, ils n'ont plus aucun droit sur cette catégorie des biens communs abandonnée à l'administration de la femme ; c'est là une première conséquence qui ne sera peut-être pas pour leur convenir. Qu'il sera facile à un ménage malhonnête, mais s'entendant bien, de frauder les créanciers ! Supposons que les époux aient

1. M. Planiol, 1908, t. III, n° 1087.

chacun un emploi lucratif ; le mari emprunte facilement étant donné son crédit ; puis il fait faire emploi de ses économies par sa femme, et refuse à l'échéance de rembourser ses créanciers, leur déclarant que les biens économisés sont des biens réservés, dont sa femme seule a la disposition comme les ayant achetés au moyen de ses économies.

C'est ouvrir la porte à la fraude, c'est donner une prime à la malhonnêteté.

§ 2. — *Dettes contractées par la femme au cours du mariage.*

a). — Sans autorisation :

Sous l'empire du Code civil, la femme n'ayant aucun droit sur la communauté ne peut conférer sur elle, à ses créanciers, aucun droit quelconque. Bien plus, en s'engageant sans autorisation elle n'est, elle-même, pas valablement obligée.

Ceci est vrai, s'il s'agit bien entendu de dettes contractuelles. Au contraire, s'il s'agit de dettes délictuelles ou quasi délictuelles, son obligation est valable, non seulement si ce sont des délits entraînant une peine, une amende, mais même si ce sont des actes illicites que ne punirait pas le droit criminel, mais que réprime le droit civil.

Il en serait ainsi du dol de la femme ou de sa fraude.

On admet même en jurisprudence que le dol de la femme, qui aura eu pour but et comme résultat de la faire croire séparée de corps, ou de la faire passer pour une femme non mariée aux yeux des tiers traitant avec elles, la rendrait non recevable à demander l'annulation des contrats qu'elle aurait passés avec ces tiers.

Mais dans tous les cas où la femme s'oblige valablement par ses délits et quasi-délits, le recours du créancier est illusoire ; il ne peut en effet saisir que la nue propriété des propres de la femme ; le mari, chef de la communauté, a la jouissance de tous les biens propres et communs, et la femme ne peut par ses délits obliger le mari à en abandonner une partie. Ce ne sera donc qu'à la dissolution du mariage, que le créancier de la femme, dont le droit a pris naissance en vertu d'une obligation délictuelle de celle-ci, pourra saisir la pleine propriété de ses biens, c'est-à-dire qu'à ce moment seulement il pourra être indemnisé d'une façon utile.

Avec la loi de 1907, le principe de la nécessité de l'autorisation maritale pour la validité des obligations de la femme subsiste encore, mais il subit une, et même selon nous, deux exceptions.

La première consiste dans le droit qu'à la femme de s'engager par ses contrats sur les biens spéciaux qui proviennent de son industrie ou des économies qu'elle a réalisées sur ses biens.

Cette exception est évidente et ne souffre aucune difficulté.

Il n'en est pas de même de la seconde qui concerne les obligations délictuelles de la femme. Fondant leur opinion sur le but même de la loi nouvelle et spécialement sur les premiers mots de l'article 2 : « En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés dans l'intérêt du ménage » certains auteurs pourront prétendre que le patrimoine nouveau dont la femme a la libre administration, ne saurait être considéré que comme un patrimoine d'affectation qui continue à faire partie de la communauté, et ne peut par suite échapper aux règles anciennes concernant les délits de la femme. Le législateur n'aurait pas voulu en 1907 déroger aux principes antérieurs, autrement que dans l'intérêt du ménage, et les obligations délictuelles de la femme ne sauraient être, à aucun moment, considérées comme répondant à ce but.

La loi a malheureusement passé cette question sous silence, mais il nous est impossible quant à nous de ne pas avoir l'opinion contraire et de ne pas penser que dorénavant la femme, en commettant des actes illicites, engage ses biens réservés. Ces biens peuvent être saisis par ses créanciers, dont les créances ont pour cause des obligations délictuelles.

En effet, s'il est exact que ces biens font partie de la masse commune, théoriquement du moins, il

n'en est pas moins vrai que la loi nouvelle donne à la femme, sur ces biens, des droits aux moins égaux à ceux de la femme séparée sur ses paraphernaux ; or celle-ci peut s'engager valablement par ses délits ; il nous semble donc logique d'admettre la même conséquence pour le pécule que la loi reconnaît maintenant à la femme.

Nous nous basons aussi, pour soutenir cette opinion, sur l'article 3, premier alinéa : « Les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers. » La généralité du texte résulte de sa concision ; cet argument est, à nos yeux, tout à fait convaincant.

Une conséquence néanmoins pourra paraître choquante : « Tel créancier en vertu d'un acte délictueux de la femme, qui pourra la poursuivre, si elle travaille, c'est-à-dire, probablement, si c'est une ouvrière ou une femme peu aisée, ne pourra plus rien entre une femme riche et sans emploi qui aura commis le même délit.

Cette conséquence d'ailleurs sera très souvent contrariée par la loi du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des salaires et petits traitements, qui empêchera le créancier de saisir-arrêter au delà du dixième les salaires inférieurs à 2.000 francs.

b). — Sans autorisation, mais dans l'intérêt du ménage.

D'après la loi de 1907, la femme peut, nous l'avons

vu, engager plus que ses biens réservés, si elle traite dans l'intérêt du ménage ; dans ce cas les créanciers ont pour gage la communauté tout entière.

Y a-t-il là véritablement une innovation ? Nous ne le pensons pas ; nous estimons qu'il ne faut pas voir, dans cette disposition de la loi, une faculté plus grande pour la femme que celle qui résultait pour elle du mandat tacite pour l'achat des fournitures nécessaires au ménage, et pour les dépenses courantes ; nous ne pensons pas que la loi ait voulu donner à la femme le pouvoir d'obliger la communauté et par conséquent le mari au delà des limites que lui avait permises la jurisprudence ; ce pouvoir est d'ailleurs assez étendu puisque la jurisprudence va jusqu'à décider qu'elle peut contracter des emprunts au nom de son mari et de la communauté (1).

L'article 3, dernier alinéa, est ainsi conçu : « Le mari n'est responsable ni sur les biens ordinaires de la communauté, ni sur les siens des dettes et obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage, par la femme, même lorsqu'elle a agi dans la limite des droits que lui confère l'article 1^{er} mais sans autorisation maritale. »

Par un argument *a contrario*, nous en déduisons que le mari est responsable sur ses biens comme sur ceux de la communauté des dettes et obligations con-

1. Planiol, 1908, tome III, n° 1099. — Cass., 17 déc. 1900. D. 1903.1. 153, S. 1905.1.37.

tractées par sa femme dans l'intérêt du ménage ; mais par « dettes contractées dans l'intérêt du ménage » nous ne pouvons entendre d'autres dettes que celles que la jurisprudence permettrait à la femme de contracter en vertu de son mandat tacite.

Il ne faudrait pas aller jusqu'à permettre à la femme de disposer à son gré, sans limites, de la fortune personnelle du mari, sous le prétexte qu'elle traite dans l'intérêt de son ménage ; il est très raisonnable de penser que l'on a simplement voulu confirmer l'état de choses antérieur et reconnaître légalement le mandat tacite.

Notre explication nous semble d'autant plus plausible que ce paragraphe a été ajouté au texte de l'article 3 proposé par la commission, seulement lors de la délibération au Sénat sur un amendement de M. Legrand, et dans le seul but de donner à la loi plus de clarté.

Il résulte de notre opinion que si le mari entend ne plus se trouver obligé par les actes que sa femme passerait dans l'intérêt du ménage, il lui est toujours possible de faire sa révocation du mandat tacite par des notifications directes et individuelles ; il n'a pas besoin pour ce résultat de demander au juge de paix le retrait des pouvoirs nouveaux conférés à la femme.

Les notifications continuent à être nécessaires et suffisantes pour créer un obstacle à l'obligation du mari.

c). — Avec autorisation maritale :

1° *Cas ordinaire.* — Maintenant comme par le passé, la femme qui traite avec l'autorisation de son mari oblige toute la fortune du ménage. Le mari habilite sa femme à contracter : celle-ci engage ses biens personnels, ses biens réservés depuis 1907, les biens communs et subsidiairement le mari contrairement à la règle : *Qui auctor est se non obligat.*

Cette conséquence n'est plus contestée aujourd'hui ; un besoin pratique l'exigeait : sinon le mari aurait pu se décharger des dettes grevant la communauté en les faisant contracter par sa femme avec son autorisation.

2° *Femme commerçante.* — Pour être commerçante toute femme mariée a besoin de l'autorisation de son mari. Cette autorisation maritale est générale et donnée d'avance, à la femme, pour tous les actes qu'elle passera en vue de son commerce et pour toutes les obligations qu'elle contractera dans le même but. On n'a pas modifié l'article 1426 du Code civil, qui décide que « lorsqu'elle contracte comme marchande publique, et pour le fait de son commerce », la femme oblige la communauté et son mari.

Mais avec la loi nouvelle une très importante conséquence peut se réaliser : Tenu du passif si les affaires tournent mal, si le commerce périlite, si la femme est mise en faillite, le mari risque de ne retirer aucun profit si le commerce étant très prospère et produisant de beaux bénéfices, la femme ou ses héritiers renoncent à la communauté. Cette situa-

tion du mari semble choquante et bien contraire à l'équité.

On peut même prévoir, qu'assez souvent, quand le ménage ne sera pas très uni, ce sera une des causes de chantage que craignait tant M. de Lamarzelle lors de la discussion de la loi : il n'est pas impossible que le mari contraigne sa femme à lui verser, annuellement, une somme déterminée, faute de laquelle il lui retirerait l'autorisation d'exercer son commerce ; et l'on sait que l'autorisation du mari ne saurait être suppléée par la justice.

Le tribunal ne peut, sur le refus du mari, autoriser une femme à faire le commerce malgré ce refus, que sous la double condition que la femme ait l'administration de ses biens (séparation, paraphernaux) et que ce refus ne soit motivé par aucune cause légitime (1).

On peut d'ailleurs nourrir la même crainte de chantage concernant le retrait de l'autorisation maritale, non seulement pour la femme commerçante, mais aussi pour toute femme exerçant un travail séparé.

d). — Avec autorisation de justice.

En principe, à défaut d'autorisation maritale, l'autorisation de justice a pour unique effet d'habiliter la femme à contracter. Son obligation lui est par suite exclusivement personnelle, et la communauté ne se trouve nullement engagée.

1. M. Thaller. *Traité de droit commercial*, 1904, p. 102.

La loi de 1907 abandonnant à l'administration de la femme une partie de la communauté crée une légère innovation si la femme a traité autorisée de justice.

Supposons, en effet, qu'une femme ait, pour d'autres besoins que ceux du ménage, sollicité du tribunal l'autorisation de faire un acte, un emprunt par exemple; on pourrait se demander si les biens réservés pourraient être engagés en pareil cas, alors que les biens personnels de la femme le seraient, mais que la communauté ne répondrait pas d'une semblable obligation.

Dans ce cas elle engage ses biens réservés; il semble bien qu'il ne puisse y avoir sur ce point la même controverse qu'au sujet des obligations délictuelles; en tous cas, nous étant prononcés pour l'affirmative sur cette dernière question, nous pensons, à plus forte raison, que la femme est responsable même sur ses biens réservés de ses dettes contractées avec autorisation de justice.

Remarquons que parfois l'autorisation de justice est donnée non pas au refus du mari, mais dans les cas où celui-ci est dans l'impossibilité de manifester sa volonté.

Ces hypothèses se rencontrent : 1° lorsqu'il s'agit de tirer le mari de prison; 2° lorsque en l'absence du mari il convient de doter un enfant dans ces deux cas la femme oblige la communauté; elle obligera

donc certainement les biens réservés qui en font partie. Elle pourra même alors obliger sinon la communauté tout entière, au moins les biens réservés seuls, sans solliciter l'autorisation de justice.

DISSOLUTION DE LA COMMUNAUTÉ

a). — Liquidation.

C'est à propos du partage de la communauté que la loi apporte une des plus grandes innovations. En effet il était jusqu'alors de principe de donner une option à la femme, de lui permettre d'accepter la communauté avec ses charges et son actif, ou de renoncer en laissant au mari avec l'obligation aux dettes, le droit aux bénéfices, s'il en existe. Ce principe subit, disons-nous, une brèche considérable; dorénavant les biens réservés ne sont considérés comme biens de communauté que si la femme accepte. Sa renonciation a pour résultat de leur donner le caractère de propres, et la femme les conserve francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont ils étaient antérieurement le gage en vertu de l'article 3.

A sa volonté, la femme en fait des biens communs ou des biens propres. Ses héritiers en ligne directe ont le même droit. Nous avons déjà fait pressentir ce que cette disposition de la loi contient d'injuste pour le mari. C'est une nouvelle faveur faite à la femme, et due au mouvement féministe qui est né en

France depuis quelques années. C'est même une innovation que ne contenait pas le projet de 1896. L'article 1^{er} dernier alinéa de la proposition de la loi Goirand était ainsi conçue : « Les biens acquis par la femme avec ses gains personnels appartiennent à la communauté (1). »

Il semble bien que ce soit à la suite des travaux de la Société d'études législatives et des vœux qu'elle a formulés, spécialement, sur l'initiative de M. Tisier (2) et de M. Saleilles (3) que les dispositions de l'article 5 ont été insérées dans la loi par le législateur de 1907 qui n'a fait en cela qu'imiter la loi genevoise.

b). — Preuve de la consistance des biens réservés.

Enfin, pour prouver la consistance et la provenance des biens ainsi réservés, la loi nouvelle détermine les modes de preuve à employer.

Tantôt cette preuve sera beaucoup plus facile que celle qui serait nécessaire pour la reprise des propres, tantôt, au contraire, il y aura un peu plus de difficultés.

On sait que, pour ce qui concerne la preuve à faire des biens propres des époux, deux articles du Code interviennent, qui semblent contradictoires au premier abord. Ce sont les articles 1499 et 1504.

1. *Doc. Parl.* Ch. dép., 1895. S. E, ann. 1609, p. 1472.

2. *Bulletin Soc. étud. légis.*, 1902, p. 48 et s.

3. *Bulletin Soc. étud. lgis.*, 1902, p. 143.

D'après le premier article, la preuve du mobilier propre (nous ne nous occupons pas des immeubles dont la preuve est toujours plus facile) ne peut être faite qu'au moyen d'un acte authentique (1). D'après le second, au contraire, la preuve peut être fournie par tout titre propre à justifier la consistance et la valeur du mobilier (2).

La jurisprudence a concilié ces deux articles en décidant que lorsqu'il s'agissait pour les époux de reprendre leur mobilier à l'encontre des créanciers, il y aurait lieu d'appliquer l'article 1499, c'est-à-dire qu'il serait nécessaire de produire un inventaire, un acte authentique. La loi de 1907 rend la preuve, par la femme, de la consistance des biens réservés beaucoup plus facile vis-à-vis des tiers. L'article 4, en effet, est ainsi conçu : « En cas de contestation la femme pourra, tant vis-à-vis de son mari que vis-à-vis des tiers, établir par toutes preuves de droit, même par témoins, mais non par la commune renommée, la consistance et la provenance des biens réservés. »

1. Art. 1499 : Si le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis n'a pas été constaté par un inventaire ou état en bonne forme, il est réputé acquêt.

2. Art. 1504 (*in fine*) : Si le défaut d'inventaire porte sur un mobilier échu à la femme, celle-ci ou ses héritiers sont admis à faire preuve, soit par titres, soit par témoins, soit même par commune renommée, de la valeur de ce mobilier.

Un acte authentique pour la preuve de ces biens n'est donc plus nécessaire.

La jurisprudence a décidé, au contraire, que pour la preuve à fournir dans les rapports entre eux, l'article 1504 recevrait son application ; c'est ici que la loi de 1907 augmenterait plutôt la difficulté, en interdisant d'utiliser comme preuve la commune renommée dont les tribunaux autorisent l'emploi par la femme, relativement à la reprise de ses propres, à l'encontre du mari.

AUTRES RÉGIMES

Plusieurs modifications s'adressant également à tous les régimes matrimoniaux sont apportées par la loi du 13 juillet 1907, notamment en ce qui concerne la preuve de la consistance et de la provenance des biens réservés.

Pour éviter des répétitions inutiles, nous ne nous occuperons, autant que possible, en étudiant la combinaison de la loi nouvelle avec le régime exclusif de communauté, la séparation de biens, et le régime dotal que de celles qui sont inapplicables à la communauté et dont nous n'avons par conséquent rien dit.

CHAPITRE II

Régime exclusif de communauté.

On sait que sous le régime sans communauté, régime très rare en pratique, le mari a l'administration et la jouissance de tous les biens de sa femme, à charge de faire vivre le ménage ; il devient propriétaire de tous les revenus de son épouse. Une controverse existait cependant au sujet des produits du travail ou de l'industrie de la femme (1). Le mari pouvait-il, après, bien entendu, avoir pourvu aux besoins communs, s'approprier les bénéfices réalisés par sa femme par l'exercice soit d'une industrie, soit d'un commerce, et les capitaliser, à son profit, sous prétexte qu'il a la jouissance des biens de sa femme ?

Pour l'affirmative on soutenait que l'industrie ou le talent personnel étant des capitaux très réels, les gains en provenant sont des fruits.

Mais l'opinion la plus répandue d'une application beaucoup moins rigoureuse pour l'épouse décidait que le fruit de l'industrie de la femme ne pouvait

1. V^o. Baudry-Lacantinerie, 1900. *Contrat de mariage*, t. III, n^o 1464.

être assimilé à des revenus ordinaires. De fait, plusieurs articles du code établissent une distinction entre le capital argent et le capital travail, notamment l'article 1833, pour les apports en société distingue l'argent, les autres biens et l'industrie; l'article 1708 semble bien séparer le louage de chose et le louage d'ouvrage; enfin l'article 387 donne aux père et mère la jouissance légale des biens de leurs enfants mineurs à l'exception des gains résultant de leur travail ou de leur industrie. Par analogie cette seconde opinion réclamait au profit de la femme la libre disposition de ses salaires.

Si l'on adopte la première manière de voir, la loi de 1907 vient opérer un changement profond, plus grand même que s'il y avait une communauté, puisque la femme serait alors associée pour moitié dans les économies provenant de ses salaires, comme de tout bien commun.

Mais, si l'on se range à la seconde opinion, quel sera l'intérêt de la loi nouvelle sous le régime exclusif de communauté ?

Même en admettant qu'auparavant la femme pouvait capitaliser les bénéfices ainsi réalisés par son industrie, les intérêts de ce capital devaient revenir au mari ; il n'en est plus de même : la femme en capitalisant ses salaires en conserve la jouissance exclusive. A ce point de vue la loi de 1907 présente donc un intérêt important pour la femme. De plus

celle-ci a, comme sous la communauté, une facilité plus grande pour la preuve de ses biens réservés que pour celle de ses propres ; enfin elle peut bien entendu saisir-arrêter les salaires de son mari si ce dernier néglige ses devoirs de famille en n'employant pas, comme il le devrait, à l'entretien du ménage les ressources dont il dispose.

CHAPITRE III

Séparation de biens.

Ce régime lui-même qui, à juste raison, semble le plus compatible avec la loi de 1907 subit, par l'effet de cette loi, des transformations qui, pour être moins nombreuses que les modifications apportées à la communauté, n'en ont pas moins dans son application pratique d'assez sérieuses conséquences. C'est que la séparation de biens ne s'adresse pas aux classes que le législateur a eues spécialement en vue lors de l'élaboration de la loi. La séparation, si elle n'est pas le régime normal en France, est très souvent adoptée lorsque la femme seule est commerçante, surtout si son commerce est important ; si elle n'a pas été adoptée conventionnellement *ab initio*, il est très fréquent, qu'au bout d'un certain temps très restreint, elle devienne judiciairement sur la demande de la femme le régime des époux.

Quelles sont donc les modifications apportées par la loi nouvelle ? Sous ce régime la femme n'a-t-elle pas l'administration et la jouissance de ses biens ?

Certes, mais ses pouvoirs deviennent plus considérables encore.

a). — Actes d'aliénation.

La femme peut maintenant aliéner à titre onéreux, seule, sans autorisation maritale les biens provenant de son industrie ; il n'en était pas ainsi sous l'empire du Code, ou du moins de grosses controverses ont existé à ce sujet.

Pour les aliénations d'immeubles, on était d'accord pour soumettre la femme à l'autorisation maritale.

Pour les aliénations de meubles, au contraire, l'interprétation doctrinale des articles 1449, 1536 et 1538 ne correspondait pas à celle de la jurisprudence. La majorité des auteurs pense que la loi a entendu donner à la femme séparée de biens la possibilité d'aliéner ses meubles, comme cela lui était possible sous l'ancien droit (1). La jurisprudence, au contraire, lui refuse ce droit ou du moins ne le lui permet que dans la mesure où ces actes sont nécessités par les besoins de son administration.

La loi de 1907 vient donner à la femme qui travaille le droit de disposition à titre onéreux de ses biens réservés ; c'est là un avantage pour elle. Ce droit lui appartient même si elle possède des immeubles, ce qui pourra très bien arriver sous ce régime en supposant, comme nous l'avons dit, une commer-

1. M. Planiol, 1908, t. III, n° 1452.

cante réalisant de gros bénéfices. Nous avons déjà indiqué notre pensée sur ce point ; c'est bien à tort, selon nous, que l'on a refusé l'application de l'article 1538 aux immeubles achetés avec les économies que la femme a réalisées par son travail.

b). — Actes d'administration.

Pour l'administration de ses biens réservés, la femme mariée peut avoir maintenant une capacité plus grande que celle accordée à la femme séparée ; rien ne l'empêche de louer les immeubles faisant partie de ce patrimoine spécial, pour une durée supérieure à neuf ans ; ayant le pouvoir de les aliéner, à plus forte raison peut-elle les donner à bail pour le temps qu'elle juge convenable.

La femme séparée peut s'obliger sur tous ses biens, mais dans les limites de son administration, c'est ce que la Cour de cassation a depuis longtemps décidé (1).

En s'obligeant sur ses biens réservés, la femme n'est pas tenue à la même restriction ; mais, si elle contracte une obligation supérieure au montant de ses biens réservés, sera-t-elle engagée sur ses autres biens ? Il faut répondre qu'elle ne pourra être tenue au delà de ses biens réservés sur ses paraphernaux, que dans la limite où son obligation résultera d'un acte d'administration ; au delà, elle retomberait sous le coup de la jurisprudence.

1. M. Planiol, 1908, t. III, n° 1.456.

Une autre controverse a existé en ce qui concerne la femme séparée de biens, au sujet de l'aliénation des meubles à titre gratuit. Certains auteurs s'appuyant sur le texte de l'article 1449 qui autorise la femme à disposer de son mobilier et à l'aliéner, ont soutenu que de cet article résultait pour la femme le pouvoir d'aliéner à titre gratuit. L'opinion la plus répandue, lui refuse, au contraire, ce droit, et on argumente en ce sens de l'article 905 : « La femme mariée ne pourra donner entre vifs, sans l'assistance ou le consentement spécial de son mari ou sans y être autorisée par la justice conformément à ce qui est prescrit par les articles 217 et 219 au titre de mariage. Elle n'aura besoin ni d'autorisation du mari, ni d'autorisation de justice pour disposer par testament. »

Pour nous, il est bien certain que l'article 1449 n'a pas dérogé aux dispositions que l'article 905 édicte d'une façon si générale ; mais en supposant que la controverse soit toujours soutenue, on peut dire que la loi de 1907 vient trancher la question. Cette loi, en effet, qui vient donner à la femme mariée, sur ses biens réservés, non seulement les droits de la femme séparée de biens, mais encore des droits supérieurs, puisqu'elle lui permet l'aliénation d'immeubles à titre onéreux, lui interdit malgré tout les actes à titre gratuit.

Pour les actions en justice, les articles 213 et 216 qui soumettent la femme séparée, comme toute

femme mariée, à l'obligation d'obtenir pour plaider l'autorisation de son mari ou de justice ne sont pas applicables, pour les procès concernant les biens réservés.

Enfin, on sait qu'en compensation de tous les droits que le code reconnaît à la femme séparée, celui-ci l'oblige à verser au mari une quotité de ses revenus déterminée par le contrat de mariage ou par le tribunal, et, qu'à défaut de stipulation conventionnelle ou judiciaire, le code fixe au tiers de ses revenus la part contributoire de la femme aux charges du mariage. Moyennant cette contribution, la femme doit être défrayée de tout par son mari, chez qui, on a pu le dire, elle se trouve être en pension. Mais la jurisprudence (1) a admis un tempérament à la règle que le mari n'est pas comptable de ses dépenses envers sa femme ; il a été décidé, dans certains cas de séparation judiciaire que la femme conserverait par devers elle les sommes qu'elle aurait dû remettre au mari, sauf à les employer directement aux besoins du ménage (2). Ce tempérament pouvait être nécessaire dans certains cas d'inconduite notoire d'un mari qui utiliserait en dépenses exclusivement personnelles les revenus de son épouse, mais cette jurisprudence ne reposait sur aucun texte ; il n'en

1. Cass., 6 mai 1835, 5. 35. 1. 415 ; Caen, 8 avril 1851, D. 52. 1. 127, S. 51. 2. 720.

2. Planiol, 1908, tome III, n° 1437.

est plus de même aujourd'hui, et notre loi a pour effet de légaliser ce que la jurisprudence avait déjà fait, du moins en ce qui concerne les biens réservés de la femme.

Mais une question se pose : Lorsque par l'effet de la loi nouvelle le mari voudra saisir-arrêter et toucher les salaires de sa femme séparée de biens dans quelle mesure le juge de paix pourra-t-il l'y autoriser ?

M. Maurice Viollette ayant dans son rapport à la Chambre déclaré : « Il est bien entendu que notre « article 7 n'abroge nullement l'article 1537 du Code « civil spécial au régime de la séparation de biens » : chacun des époux contribue aux charges du ménage suivant les conventions contenues en leur contrat et s'il n'en existe pas à cet égard, la femme contribue à ces charges jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus ; voici comment il est possible, selon nous, de combiner nos deux textes : le mari pourra saisir-arrêter et toucher des salaires de sa femme la part qui lui sera nécessaire pour subvenir aux besoins du ménage, mais avec le maximum du tiers à défaut de stipulation conventionnelle ou de détermination par le tribunal et dans les limites de la convention ou de la part fixée par le tribunal en cas contraire, que ces proportions soient supérieures ou inférieures au tiers légal.

Si donc nous supposons, hypothèse parfaitement réalisable, des époux mariés sous le régime de la

séparation de biens, la femme ayant apporté en mariage uniquement un fonds de commerce, le mari ayant une position purement honorifique, en tout cas peu rétribuée, par l'effet de la loi nouvelle le mari n'aura jamais à sa disposition que les sommes que la femme voudra bien lui donner ou qu'il l'obligera à lui remettre par voie judiciaire, puisque les bénéfices des fonds de commerce sont biens réservés.

Dans ce cas la femme ne sera tenue de verser aucune somme au mari; c'est elle qui affectera directement ses revenus aux besoins du ménage; ne peut-on pas dire dans ce cas que le mari n'aura plus sa liberté entière de chef? Ne sera-ce pas lui le subordonné, contrairement au principe, contrairement à ce qui existait, contrairement à ce qui doit être?

CHAPITRE IV

Régime dotal.

La loi nouvelle s'appliquant à tous les régimes, il convient de rechercher les effets qu'elle produira vis-à-vis des époux mariés sous le régime dotal.

On sait que sous ce régime, défini par M. Planiol : « une séparation de biens accompagnée ordinairement d'une constitution de dot et entraînant, sauf convention contraire, l'inaliénabilité des biens dotaux » (1), la dot est affectée aux besoins du ménage ; à ce titre elle est remise entre les mains du mari qui l'administre pour en tirer des revenus et pour appliquer ces revenus aux charges du ménage.

On peut donc dire que, sous le régime dotal, la dot est un patrimoine affecté par la loi aux dépenses communes. La jurisprudence a fait application de ces idées en ce qui concerne le droit pour les créanciers de saisir les revenus dotaux. Les créanciers ne peuvent saisir que l'excédent de ces revenus non indispensable à l'entretien de la famille.

1. M. Planiol, 1908, t. III, n° 1463.

Cette jurisprudence a d'ailleurs été combattue par Troplong et par Laurent (1). On pourrait en effet alléguer que l'inaliénabilité dotale ne concerne que le capital et que les revenus appartenant au mari, il est logique de lui en laisser la disposition.

Il faut bien néanmoins se conformer aux décisions de la jurisprudence et accepter cette insaisissabilité des revenus dotaux.

Souvent, par contrat de mariage, la femme se réserve la faculté de toucher, sur ses seules quittances, une partie de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels ; par cette clause, la femme s'attribue les droits d'administration que possède une femme séparée de biens, mais avec cette différence qu'entre ses mains comme en celles du mari les biens dotaux sont inaliénables et insaisissables. Il est même possible à la femme si elle n'a pas stipulé cette clause, et si elle a sujet de craindre la mauvaise administration de son mari, de demander la séparation de biens judiciaires. L'unique effet de cette séparation est de transférer à la femme les pouvoirs d'administration et de disposition du mari, les principes du régime dotal subsistent ; la femme conserve les garanties qu'elle avait cherchées dans la dotalité ; l'inaliénabilité et l'insaisissabilité continuent à grever les biens dotaux.

1. Laurent. *Dr. civil*, t. XXIII, n° 483, p. 478 :

Voici du moins quel a été l'état de la législation jusqu'en 1907. Qu'y a-t-il de changé actuellement ?

Si la femme s'est constitué en dot ses biens présents seuls, nous ne trouvons aucune modification ; le produit de son industrie est paraphernal depuis comme avant la loi du 13 juillet 1907, mais la question se pose de savoir si les salaires de la femme et les économies en provenant sont biens dotaux, au cas où la femme s'est constituée en dot tous ses biens présents et à venir ; dans cette hypothèse, avant la loi nouvelle ils étaient dotaux.

Faut-il admettre que la loi de juillet 1907, en déclarant apporter une modification à tous les régimes a créé en ce qui concerne les salaires de la femme une séparation de biens adjointe au régime dotal ? Faut-il considérer que la loi exige un état de choses que la femme aurait pu créer en se réservant, par contrat de mariage, l'administration et la disposition de cette catégorie des biens dotaux, puisque l'article 1449 alinéa 3 lui donne le droit de toucher sur ses seules quittances une partie de ses revenus, pour son entretien et ses besoins personnels ? Ou faut-il au contraire penser que la loi entend faire ici malgré toute convention de dotalité universelle, des paraphernaux de cette catégorie de biens et donner à la femme dotale sur ses salaires les mêmes droits exactement que si elle était mariée sous le régime de la séparation de biens ?

La question présente un vif intérêt. Dans le Midi, en effet, le régime dotal jouit encore d'une certaine faveur et les conséquences de l'opinion que l'on peut avoir sur ce point entraîneront des différences appréciables.

Sil'on admet que la loi de 1907 se borne à donner à la femme, sur le fruit de son industrie, les droits jusque-là reconnus au mari, en laissant subsister le caractère de biens dotaux, il faut nécessairement reconnaître que ces revenus dotaux ne sont saisissables par les créanciers, que dans la mesure où les époux n'en ont pas besoin pour leur entretien, et que d'autre part, les économies que la femme peut réaliser ne sont pas plus aliénables que le surplus des biens dotaux ; elles sont notamment soumises aux mêmes conditions d'emploi et de remploi.

On peut, pour soutenir cette théorie, s'appuyer sur cette idée que les biens dotaux étaient déjà antérieurement à la nouvelle loi affectés aux charges du ménage, et que, par conséquent, en décidant de conserver aux salaires éventuels que la femme s'est constitués en dot, leur caractère dotal, le législateur renforce en quelque sorte la dotalité de ces biens.

Si l'on se range au contraire à l'autre opinion suivant laquelle, sous le régime dotal comme sous les autres régimes, et même lorsque la femme s'est constitué en dot ses biens à venir, la loi nouvelle établit quant aux salaires de celle-ci une séparation de biens

ordinaire, il faut admettre que les produits du travail de la femme restent sa propriété exclusive à charge d'en disposer aux besoins de son ménage au même titre que si elle était séparée de biens.

L'inaliénabilité et l'insaisissabilité cessent d'après cette seconde opinion qui nous semble d'ailleurs plus acceptable. En effet, l'article 1^{er} de notre loi s'exprime ainsi : « Sous tous les régimes, et à peine de nullité
« de toute clause contraire portée au contrat de ma-
« riage, la femme a sur les produits de son travail
« et les économies en provenant les mêmes droits
« d'administration que l'article 1449 donne à la femme
« séparée de biens. Elle peut en faire emploi en
« acquisitions mobilières ou immobilières. Elle peut
« sans l'autorisation de son mari aliéner à titre oné-
« reux les biens ainsi acquis. »

Le texte on le voit est formel. Comment le concilier avec la thèse précédente ? Cela ne nous semble guère possible : Si les salaires étaient dotaux ainsi que les économies en provenant, comment la femme pourrait-elle aliéner ces derniers dont le caractère serait l'inaliénabilité.

D'ailleurs l'article 5 *in fine* vient déclarer lui aussi : « Sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté, ni société d'acquêts ces biens sont propres à la femme ».

Remarquons aussi que cette opinion est conforme à l'esprit général du code qui paraît hostile au ré-

gime dotal. C'est une application de cette idée que sous le régime dotal la paraphernalité est la règle, et la dotalité l'exception.

Enfin, et c'est là notre dernier argument, ne devons-nous pas nous référer aux travaux préparatoires pour y chercher l'idée du législateur ? Nous y trouvons cette déclaration de M. Gourju(1) : « Messieurs, « il est à remarquer que nous améliorons la situation « financière de la femme sous le régime dotal. Dans « l'état actuel du droit, la femme, quand le régime « dotal est pur et simple, travaille pour son mari et « l'enrichit ; elle ne s'enrichit pas elle-même, tandis « que sous le régime dotal tel qu'il existera doréna- « vant pour la femme travailleuse, le pécule produit « par ses gains et salaires lui sera réservé. Par con- « séquent, les femmes se créeront de toutes pièces « des paraphernaux qu'elles n'ont pas aujourd'hui. »

Telle est donc la théorie que nous acceptons ; nous admettons que sous le régime dotal, même lorsque la dot comprend tous les biens de la femme, présents et à venir, la loi de 1907 intervient pour établir un régime de séparation de biens pur et simple en ce qui concerne les produits du travail et les économies de la femme ; celle-ci n'est donc plus liée par le principe de l'inaliénabilité dotale relativement à ses biens réservés ; elle a sous ce régime comme

1. M. Gourju, Séance Sénat, 14 mars 1907. *J. off.*, 15 mai, p. 627.

sous tous les autres, la même liberté d'action, et la dotalité ne peut, par contrat de mariage, modifier les conséquences ordinaires de la loi du 13 juillet 1907.

Sous réserve de cette observation, le régime dotal continue à être régi par les mêmes règles.

TITRE IV

LÉGISLATION COMPARÉE

CHAPITRE PREMIER

Allemagne.

L'esprit général du législateur lors de la confection du *Bürgerliches Gesetzbuch* de 1896-1900 a été de concilier la prépondérance du mari avec une plus large reconnaissance des droits individuels de la femme (1).

En Allemagne, le régime de droit commun correspond assez bien à notre régime exclusif de communauté, mais son caractère est toutefois un peu spécial.

Le mari a l'administration et la jouissance des apports de sa femme, mais il ne peut les engager par ses propres obligations ni en disposer sans le concours de celle-ci. L'activité juridique de la femme n'est pas exclue ; cependant, elle ne peut disposer seule et

1. V. Rapport de M. Geny à la Soc. d'étud. législ. *Bull. de la Société*, 1902, p. 159.

sans le consentement de son mari, de ses apports en mariage. Quant aux biens du mari, ils sont grevés en totalité des charges du ménage ; il est vrai que tous les bénéfices et revenus appartiennent au mari, même ceux provenant des apports de la femme, sauf clause contraire résultant d'un régime conventionnel. C'est bien le cas de dire que la femme se trouve être en pension chez son mari.

On voit clairement la nécessité où l'on s'est trouvé de créer une catégorie spéciale de biens qui échapperaient à l'influence si prépondérante du mari.

Depuis le 1^{er} janvier 1900, en vertu du Code civil allemand de 1896, les pouvoirs d'administration et de jouissance du mari ne s'étendent pas aux biens réservés de la femme (art. 1365).

Quels sont donc ces biens réservés ?

Le Code allemand leur reconnaît trois sources :

Une première source des biens réservés consiste dans la déclaration par contrat de mariage. Les époux, au moment de signer leurs conventions matrimoniales, ont toujours le droit de se réserver, pour en avoir l'administration et la disposition exclusive, tels ou tels biens ; on peut dire que c'est adjoindre au régime choisi comme principe, une clause de séparation de biens. Aucune limite n'est apportée par la loi à l'étendue de cette clause. Tels objets, telles sommes, biens présents ou biens à venir peuvent toujours faire l'objet d'une semblable réserve ; il serait même loi-

sible aux époux d'adopter le régime de séparation de biens et de se réserver tous biens présents et à venir.

Les biens réservés peuvent en second lieu provenir de la disposition d'un tiers. C'est l'article 1369 qui autorise les tiers à exiger que le montant de leurs libéralités entre vifs ou après décès, postérieurement à la célébration du mariage, reste en la possession de la femme et que celle-ci puisse administrer les biens ainsi reçus pour en jouir à l'exclusion de son mari. L'article 1369, en effet, dispose : « Est bien réservé ce que la femme acquiert par succession, par legs, ou à titre de réserve héréditaire, ou ce qui lui est attribué gratuitement entre vifs, par un tiers, lorsque, soit le *de cujus* par disposition de dernière volonté, soit le tiers dans sa donation, a spécifié que la donation doit être bien réservé. »

Il y a lieu, chaque fois que l'on se trouve en présence d'une semblable disposition, de rechercher si la clause de réserve constitue une condition de la libéralité ou une simple faculté pour la femme ; suivant son caractère, la clause est obligatoire et son inobservation entraîne la perte des biens donnés, ou facultative et il appartient à la femme de prendre une décision sur le caractère qu'elle entend donner à ces biens.

Ce n'est pas encore cette seconde source de biens réservés qui est la plus importante ; l'innovation vrai-

ment intéressante a été réalisée par les articles 1366 et 1367, mais principalement par ce dernier article. D'après l'article 1366 sont biens réservés les choses exclusivement destinées à l'usage personnel de la femme, spécialement ses vêtements, parures et instruments de travail. Il faut appliquer au pied de la lettre la définition légale des biens réservés et refuser ce caractère aux biens mobiliers dont le mari pourrait faire un usage quelconque ; ceci est même vrai des instruments de travail ; dès lors que ces instruments peuvent être de quelque utilité au mari, il n'est plus possible de les considérer comme biens réservés. La femme doit, en outre, en être propriétaire ; peu importe d'ailleurs le mode d'acquisition (1).

Il est difficile de trouver une grosse conséquence pratique au nouveau caractère de ces biens. Leur valeur est minime, en général, et ce n'est pas cet article du Code qui crée une protection bien efficace de la femme.

Mais l'article 1367 détermine un autre groupe de biens réservés, et d'une importance bien plus considérable ; c'est lui qui apporte l'innovation la plus remarquable. Cet article vise les gains personnels de la femme, les produits de son travail, les fruits de son industrie ou ceux provenant d'une profession quel-

1. M. Geny, Rapport à la Société d'études législatives, *Bulletin de la Soc.*, 1902, p 155 et suiv.

conque, mais distincte de celle de son mari. Anciennement, les bénéfices de la femme appartenait au mari, dont la seule obligation était de faire vivre le ménage. A lui de les employer aux dépenses qu'il jugeait nécessaires ; la femme n'avait sur eux aucun droit. On sent ce qu'il y avait là de choquant et d'injuste, beaucoup plus que chez nous, où le régime légal est la communauté qui est partagée entre les deux époux par part égale ; en France la femme pouvait être obligée de remettre au mari les sommes produites par son activité propre, mais, pour en laisser l'administration au mari, elle n'en était pas moins co-proprétaire avec lui, ainsi que des salaires de celui-ci, et retrouvait à la dissolution de la communauté la moitié des uns et des autres, à moins, bien entendu, qu'ils n'aient été dépensés. En Allemagne, au contraire, il n'existait qu'un propriétaire des salaires de la femme et c'était le mari, assujéti seulement à la charge de régler toutes les dépenses.

Il est bien certain que cette situation si subordonnée de la femme pouvait sembler exagérée, et c'est ce qui explique pourquoi nos voisins ont tenté une réforme sur ce point quelques années avant nous. Dès 1862, d'ailleurs, la loi de Lubeck (15 février 1862) décidait de faire entrer dans la fortune propre de la femme ce qu'elle acquérait dans une entreprise commerciale menée par elle d'une façon indépendante

et le Code civil saxon de 1863 s'est inspiré des mêmes idées (1).

Quelle est la condition juridique des biens réservés ?

Si la femme allemande dont le devoir est de s'occuper de la direction intérieure du ménage, peut, malgré l'emploi de ses salaires à l'entretien de la famille, réaliser quelques économies, elle en a la jouissance.

Dans les classes ouvrières, où les époux s'abstiennent de faire précéder leur union d'un contrat de mariage, on peut dire que le régime légal devient la séparation de biens ; la femme dans ce cas n'a le plus souvent d'autre capital que sa capacité industrielle.

Les biens réservés échappent à la jouissance du mari (art. 1365) ; ces biens ne peuvent donc en aucune façon servir de gage à ses créanciers. On ne voit pas qu'il faille faire ici une distinction entre les dettes purement personnelles au mari, et celles contractées par lui dans l'intérêt du ménage ; jamais les créanciers n'ont pu compter sur les biens réservés, jamais ils ne pourront avoir aucun droit sur eux.

Quant aux pouvoirs qui se trouvent conférés à la femme, ils sont les mêmes que ceux qu'elle aurait comme séparée de biens. Or, en Allemagne, la femme

1. M. Geny. Rapport à la Société d'étud. législ. *Bulletin de la Soc.*, 1902, p. 169.

séparée de biens a une capacité beaucoup plus grande que la femme française mariée sous ce régime ; elle peut, non seulement administrer ses biens, mais encore en disposer, à quelque titre que ce soit, dans les mêmes conditions que si elle n'était pas mariée. Une seule limite peut exister à des droits aussi étendus : c'est l'obligation de fournir sa contribution aux charges du ménage dans le cas où ses apports ne seraient pas d'une importance suffisante pour équivaloir aux charges qu'elle doit normalement supporter (art. 1371).

Telle est la combinaison de la théorie des biens réservés avec le régime légal qui, nous l'avons dit, présente quelque analogie avec notre régime sans communauté.

Mais pour nous, qui vivons dans un pays où la communauté est de beaucoup le régime le plus fréquent, il est plus intéressant de rechercher les effets du Code allemand de 1896 sous les régimes conventionnels de communauté. C'est en étudiant cet état de choses, que nous pouvons comparer l'institution des biens réservés en France et en Allemagne.

Notons d'abord que si les époux ont adopté la communauté universelle, le mari peut avoir des biens réservés au même titre que la femme. A ceux qui se bornent à envisager uniquement la stricte équité, cette conséquence paraîtra peut-être préférable ; mais quel contraste avec nos idées de communauté !

De plus, les biens réservés, sous la communauté

universelle allemande ne sont plus constitués que par la détermination du contrat de mariage, ou par la disposition d'un tiers; il n'y a plus de détermination proprement légale. Les époux allemands ont donc plus de liberté que les époux français en ce qui concerne leurs conventions matrimoniales; ils peuvent échapper presque entièrement au système des biens réservés, dès qu'ils font un contrat de mariage repoussant le régime légal.

Mais la communauté universelle n'est pas toujours adoptée; il arrive très souvent aux époux de se soumettre à une communauté plus restreinte (communauté d'acquêts, communauté de meubles et acquêts). Sous ces régimes encore, le mari a l'administration de tous les biens de sa femme, mais la jouissance en revient à la communauté. Même dans ce cas, l'utilité des biens réservés se fait encore sentir pour la femme; elle peut s'en constituer au même titre, que sous la communauté universelle.

Sous tous les régimes allemands les biens réservés ont à peu près ce caractère juridique qu'avait le pécule romain. L'institution allemande des biens réservés présente en outre ce caractère fondamental, de n'être pas considérée comme d'ordre public, les dérogations à la loi demeurent autorisées.

On voit donc que l'administration des biens de l'époux dans la législation allemande repose sur la division en biens dont la jouissance est conférée au

mari (Eingebrachtsgut), et en biens, dit biens réservés, sur lesquels la femme peut exercer tous droits (Vorbehaltsgut). Ces deux groupes de biens sont tellement bien individualisés, qu'une dette payée par l'un de ces patrimoines alors qu'elle devrait tomber dans un autre, peut motiver un droit à récompense. Aussi la femme s'oblige-t-elle par ses délits ; l'Eingebrachtsgut peut être tenu de payer, mais le montant de la dette doit être définitivement supporté par le Vorbehaltsgut ; d'ailleurs des hypothèses inverses sont possibles également.

CHAPITRE II

Belgique

La Belgique, elle aussi, a dans une loi du 14 mars 1900 sur le contrat de travail, inséré un chapitre spécial (chapitre IV) sur la capacité de la femme mariée et du mineur d'engager leur travail. Cette loi présente une importance capitale relativement aux droits de la femme mariée sur les produits de son travail(1).

1. *Bull. de la Soc. d'étud. législ.* n° 93. Loi du 14 mars 1900, chapitre IV: De la capacité de la femme mariée et du mineur d'engager leur travail.

Art. 29.— La femme mariée est capable d'engager son travail moyennant l'autorisation expresse ou tacite de son mari.

A défaut de cette autorisation, il peut y être suppléé par le juge de paix sur simple réquisition de la femme, le mari préalablement entendu ou appelé.

Art. 30.— Sous quelque régime qu'elle soit mariée, la femme peut, sans le concours et à l'exclusion de son mari, mais sauf opposition de ce dernier, toucher son salaire et en disposer pour les besoins du ménage

La disposition de l'alinéa précédent n'est pas applicable aux gains résultant du travail commun des époux.

Art. 31. — L'opposition peut être faite moyennant l'autorisation du juge de paix.

Cette loi du 14 mars 1900 reconnaît à la femme :

1° Le droit de discuter devant le juge de paix le refus d'autorisation du mari qui lui est nécessaire pour louer ses services. Elle peut engager son travail sauf opposition du mari, et en ce cas le juge de

Cette autorisation est accordée sur la requête, même verbale, du mari et doit être mentionnée dans l'exploit d'opposition.

Jusqu'à décision de mainlevée, le paiement du salaire n'est plus valablement fait à la femme à dater de la signification de l'exploit au chef d'entreprise.

L'opposition peut aussi être faite sans autorisation du juge, mais dans ce cas, elle n'a aucun effet tant que le jugement qui en déclare la validité n'a pas été signifié.

Art. 32. — Le juge de paix compétent pour autoriser l'opposition et pour statuer sur les demandes soit de mainlevée, soit de validité est celui de la résidence du mari ou, en cas d'abandon du mari, celui de la résidence de la femme.

Il décide suivant ce que l'intérêt du ménage ou de la femme exige et peut n'admettre l'opposition du mari que pour une quotité et une durée limitée.

Chacun des époux peut toujours, si les circonstances viennent à changer, s'adresser au juge pour lui demander le retrait ou la modification de la décision intervenue.

Art. 33. — Les instruments de travail nécessaires aux occupations personnelles de la femme et les meubles acquis à l'aide de son salaire ne peuvent, sans le concours de celle-ci, être aliénés à titre onéreux ou gratuit, loués ni donnés en prêt ou en gage par le mari.

Les instruments de travail ne peuvent être saisis que dans les cas prévus par l'article 593 du Code de procédure civile.

Les meubles acquis à l'aide du salaire de la femme mariée ne sont pas susceptibles de saisie de la part des créanciers du mari, à moins que ceux-ci ne prouvent que les dettes dont ils poursuivent le paiement ont été contractées pour les besoins du ménage.

paix est compétent pour connaître du bien-fondé de cette opposition ; 2° celui de toucher elle-même son salaire et d'en disposer seule pour les besoins du ménage, sauf encore opposition du mari. L'effet de cette loi est certainement bien moins considérable que celui de la loi du 13 juillet 1907. La loi belge ne donne pas à la femme un droit exclusif sur les économies qu'elle a pu réaliser par son travail ; elle lui retire, dans ce cas, le droit d'administration et de disposition. Est-ce bien à tort ? Le législateur belge de 1900 ne l'a pas pensé, et nous croyons qu'il a eu raison. Il a craint de trop bouleverser les vieux principes de la communauté légale, et il a d'autre part donné à la femme un droit de contrôle qu'elle n'avait pas antérieurement, en disposant par l'article 33 que les instruments de travail nécessaires aux occupations personnelles de la femme, ainsi que *les meubles acquis à l'aide de ses salaires* ne pourraient être aliénés sans son concours pas plus à titre onéreux qu'à titre gratuit, ni loués, ni donnés en prêt ou gage par le mari seul. Il semble impossible de dire que c'est détourner la femme de l'épargne que de lui reconnaître un droit exclusif sur ses économies. A moins qu'elle n'achète des immeubles, ce qui pour ce motif même paraît bien invraisemblable, son mari n'aura aucune action sur son épargne puisque son concours est toujours nécessaire.

Cette loi, certes moins compliquée que notre loi de

1907, semble donc avoir réalisé en Belgique un progrès très sensible pour la protection de la femme qui travaille et de la famille, sans s'attaquer d'autre part aux règles essentielles de la législation matrimoniale.

Rien n'est changé en ce qui concerne les droits des créanciers, si ce n'est que les économies de la femme ne peuvent servir de gage pour le paiement des dettes du mari, si ces dettes sont étrangères aux besoins du ménage ; rien n'est changé quant à l'organisation essentielle de la communauté ni quant à sa liquidation. La loi belge ne fait pas cette distinction entre l'acceptation de la communauté et sa renonciation, distinction que, s'inspirant de la loi genevoise, les Chambres françaises ont jugée utile.

A la nouvelle législation belge, on pourrait peut-être faire deux objections, présentées par M. Paul Hugé (1). La première consisterait à dire qu'il est sans doute assez facile au mari de faire jouer une procédure aussi simple que celle qu'il a à sa disposition pour faire opérer le retrait des pouvoirs de la femme. Quant à nous, nous ne voyons pas là un grave inconvénient puisque le juge de paix intervient sur la demande de la femme pour annuler l'opposition mal fondée du mari. La seconde objection est que la loi semble ne s'appliquer qu'aux femmes qui engagent leurs services en se subordonnant à l'autorité du patron. Les

1. V. Paul Hugé. Thèse Paris, 1900. Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail, p. 161.

articles 38 et 39 prouvent surabondamment que le législateur a eu en vue l'ouvrière proprement dite. L'article 38 en effet est ainsi conçu : « Les dispositions des articles 29 et 33 sont applicables à toute femme mariée qui engage son travail personnel » ; et l'article 39 : « Les dispositions des articles 30 à 33 sont applicables à toute rémunération due par un tiers à une femme mariée du chef de son travail personnel, lorsque cette rémunération ne dépasse pas 3.000 francs. »

Dans sa thèse précitée, M. Hugé semble critiquer ces dispositions. Certes nous estimons avec lui qu'il eût été préférable d'étendre le bénéfice de la loi à toute femme qui travaille, que ce soit à l'atelier ou chez elle, mais son objection que cette limite de 3.000 francs est « tout au moins arbitraire » nous semble sans valeur. Si l'on a choisi ce maximum de 3.000 francs c'est sans doute que l'on a estimé cette somme suffisante en Belgique pour le strict nécessaire d'un ménage. Sans trouver préférable un chiffre à un autre nous approuvons une semblable limitation.

CHAPITRE III

Suisse.

On sait que la Suisse, malgré sa petite étendue, n'est pas soumise à une législation unique. Des efforts continus sont faits en ce moment pour arriver à l'unification des lois, car chaque canton a les siennes propres (1).

Loi genevoise du 7 novembre 1894.

Le canton de Genève qui connaît la communauté légale de notre Code civil a par une loi du 7 novembre 1894 (2), modifié le régime légal quant aux droits

1. Pour l'étude de l'unification des lois réservées en Allemagne et en Suisse, voir le rapport très complet de M. Gény à la Société d'étude législative, rapport que nous avons spécialement cité.

2. Bull. de la Soc. d'étud légis., p. 98.

Article premier. — La femme mariée aura, sur le produit de son travail personnel, pendant le mariage, et sur les acquisitions provenant de ses gains, les mêmes droits que la femme séparée de biens (art. 1449 C. civ.). Ces droits ne s'étendront pas aux bénéfices résultant d'une activité exercée en commun par les époux.

Art. 2. — La femme qui, par son travail, aura acquis des biens

de la femme mariée sur les produits de son travail. Cette loi est particulièrement intéressante pour nous car elle semble avoir presque entièrement inspiré notre loi du 13 juillet 1907. Celle-ci et celle-là présentent une analogie frappante. En effet la loi gene-

personnels, répondra sur ces biens des dettes contractées par elle sans l'autorisation du mari. Elle devra également contribuer proportionnellement à ses facultés et à celles du mari aux frais du ménage commun, à l'entretien et à l'éducation des enfants. Toutefois les biens personnels à la femme ne répondront de ces dernières dettes qu'à défaut de biens appartenant au mari ou à la communauté.

Ils ne répondront pas des autres dettes contractées par le mari.

Art. 3. — En cas de contestation la femme devra établir la provenance de ses biens personnels. Cette preuve pourra se faire par tous les moyens admis par la loi, et même par témoins, quelle que soit l'importance de la demande.

En dérogation aux articles 467 et suiv. de la loi de procédure civile, la femme pourra dans ce cas ester en justice sans aucune autorisation.

Art. 4. — A la dissolution du mariage, le mari ou ses héritiers pourront exiger que les biens personnels de la femme, acquis conformément à l'article 1^{er} de la présente loi, soient rapportés à la communauté, si la femme ou ses héritiers renoncent à la communauté, ils ne seront pas soumis à cette obligation

Art. 5. — La séparation de biens peut être poursuivie en justice par la femme, outre les cas prévus par l'article 1443 du Code civil lorsque le mari ne remplit pas les obligations qui lui incombent en vertu des articles 61, 70 et 72 de la loi du 20 mars 1880, sur l'état civil, le mariage et le divorce.

Art. 6. — La femme demanderesse pourra, par le jugement prononçant la séparation de biens, obtenir pour elle et ses enfants une pension alimentaire proportionnée aux facultés du mari.

Elle pourra aussi former sa demande en pension alimentaire, postérieurement au jugement de séparation de biens. Le Président peut,

voise donne à la femme mariée quel que soit son régime matrimonial, sur les produits de son travail, les droits de la femme séparée de biens. C'est une mesure d'ordre public. Elle étend aussi ces droits aux économies que la femme réalise sur ses salaires ; ainsi donc la consistance du pécule se trouve être la même d'après les deux lois, la condition de travail séparé est également nécessaire.

Toutefois il existe une différence, quant à la capacité de la femme, pour l'aliénation d'immeubles. A Genève, et cela est très logique, l'autorisation matrimoniale demeure nécessaire à la femme pour de semblables opérations ; en France, au contraire, nous l'avons vu, et nous nous sommes déjà élevé contre cette disposition de la loi, les immeubles acquis à l'aide des gains personnels de la femme, échappent au droit commun et peuvent être aliénés par elle sans contrôle du mari.

La loi genevoise donne à la femme le droit d'agir en cours d'instance, ordonner toute mesure provisionnelle nécessaire, pour assurer le paiement de la pension alimentaire.

Art. 7. — A partir de sa promulgation, la présente loi sera applicable à tous les époux domiciliés dans le canton, quelle que soit l'époque de leur mariage, sous réserve des dispositions des traités et de la loi fédérale du 25 juin 1891.

Néanmoins les biens de la femme, même ceux résultant de son travail personnel, qui seraient entrés dans la communauté avant la promulgation de la présente loi, demeureront acquis à la communauté.

Art 8. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

en justice pour toutes les contestations relatives à ses biens personnels, mais M. Aftalion (1) fait observer qu'il résulte des travaux préparatoires, l'impossibilité pour elle de poursuivre sans autorisation ses patrons ou employeurs.

La même loi oblige la femme à contribuer aux charges du ménage dans la mesure de ses facultés et de celles du mari, mais il est très remarquable qu'elle jouit d'un privilège extraordinaire : celui de ne pouvoir être poursuivie même sur ses biens personnels qu'à défaut d'autres biens du mari ou de la communauté. Il est permis de critiquer cette disposition qui crée des charges lourdes pour un mari qui gagne suffisamment pour l'entretien de son ménage. La femme ne contribue que si le mari ne gagne pas assez. Ce privilège est rendu plus exorbitant encore par cet autre avantage que possède la femme, de conserver en totalité ses biens personnels malgré sa renonciation à la communauté.

Avant-projet suisse.

Le soin d'étudier la rédaction d'un nouveau Code civil suisse a été donné au savant jurisconsulte M. Huber.

D'après l'avant-projet que l'on s'accorde à trouver remarquablement étudié, la femme est relevée de

1. V. Aftalion. *La femme mariée, ses droits, etc.*, p. 322.

toute incapacité civile ; chaque époux peut s'engager en faveur de l'autre ; les conjoints peuvent même passer entre eux des contrats valables, sous les restrictions déterminées par la loi et dont le seul but est de ne pas porter atteinte à cette entité supérieure à leurs individualités : l'*Union conjugale* (1).

Sous tous les régimes, la femme a, sauf opposition du mari, le droit de louer ses services comme elle l'entend ; pour produire valablement son effet, cette opposition du mari doit être pleinement justifiée par de sérieuses raisons ; c'est le juge de paix qui a qualité pour connaître de la validité de cette opposition (art. 190) (2), et si le juge admet la défense du mari, les tiers de bonne foi ne peuvent être tenus pour avoir passé outre que si cette défense a été dûment publiée par le juge.

Ce droit, disons-nous, appartient à la femme, sous tous les régimes ; l'avant projet reconnaît trois types

1. V. Gény. *Bulletin de la Soc. d'étud. législ.*, 1902, p. 312 et suiv.

2. Voici d'ailleurs les articles principaux de l'avant-projet en notre matière :

Art. 186. — La femme a le droit, quel que soit le régime matrimonial des époux, d'exercer une profession ou une industrie, pourvu qu'elle ne porte ni préjudice ni péril à l'union conjugale.

Lorsque le mari le lui interdit, le juge pourra ordonner la mainlevée de cette mesure, si celle-ci ne lui paraît pas justifiée.

Art. 212. — Les biens réservés sont constitués par contrat de mariage, par disposition de tiers ou par la loi.

Les biens réservés que les époux se constituent autrement qu'en la

de régimes matrimoniaux qui sont d'ailleurs copiés sur les trois grands types allemands. Le projet admet, comme régime légal, l'union des biens, qui pourra, dans certains cas, être remplacé par la séparation de biens.

Il faut noter que la liberté des conventions matri-

forme du contrat de mariage ne sont pas considérés comme tels à l'égard des tiers.

Celui des époux qui attribue à un bien la qualité de bien réservé doit en faire la preuve.

213. — Sont biens réservés de par la loi :

Les effets personnels à l'usage exclusif d'un des époux ;

Les économies de la femme ;

Les biens de la femme qui servent à l'exercice de sa profession ou de son industrie ;

Le produit de son travail.

214. — Les biens réservés sont soumis aux règles de la séparation de biens, notamment pour la contribution de la femme aux charges du mariage.

Art. 215. — Les biens d'un époux qui, sous le régime sans communauté comme sous celui de la communauté, sont exclus de l'union conjugale, forment ses biens réservés.

Les biens réservés sont soumis aux règles de la séparation de biens notamment pour ce qui concerne la participation aux charges du mariage.

Celui qui prétend des biens réservés doit établir qu'ils existent.

Art. 217. — Les biens réservés par déclaration de la loi sont :

Les effets personnels à l'usage exclusif d'un des époux.

Les économies de la femme.

Les biens de la femme qui servent à l'exercice de sa profession ou de son industrie.

Les gains de la femme.

Art. 233 et art. 250. — La femme est tenue sur ses biens réservés

moniales existe même après la célébration du mariage, de telle sorte que les époux peuvent, à leur gré, apporter au cours du mariage, telles modifications qu'ils jugent convenables, sous réserve des droits des créanciers, sous réserve également de ne pas enfreindre la limite permise des libéralités entre époux, et à condition de faire ces conventions par acte authentique dûment publié. On ne trouve pas dans l'avant-projet suisse le grand principe français de l'immutabilité des conventions matrimoniales.

La femme peut engager l'union conjugale pour les dépenses courantes du ménage. Enfin l'avant-projet suisse distingue les biens matrimoniaux d'une part, et les biens réservés, d'autre part.

On entend par biens matrimoniaux ceux qui sont affectés aux besoins de l'*Union conjugale*; leur composition varie avec les trois régimes.

A ces biens matrimoniaux font pendant les biens réservés ; contrairement à ce qui résulte de la loi de juillet 1907, ceux-ci sont reconnus au mari comme à la femme ; on voit pour celui-ci la même utilité que pour celle-là d'avoir des biens réservés. Ce n'est pas à dire que les mêmes règles régissent l'organisation de ces biens, qu'ils appartiennent au mari ou à la

seulement des dettes contractées par elle sans le consentement de son mari ou sans l'autorisation tutélaire.

Art. 244. — La communauté comprend tous les biens et revenus du mari et de la femme, à l'exception des biens réservés.

femme, mais en principe ils sont soumis au régime de la séparation de biens, d'où il suit que leur jouissance appartient séparément à celui des époux qui en est propriétaire. Le mari doit les employer aux besoins du ménage et il peut, même par voie judiciaire, demander à sa femme sa contribution.

Le projet prévoit le cas où la femme renoncerait à l'administration de ses biens ; elle peut l'abandonner à son mari (M. Viollette n'admet pas une semblable possibilité chez nous, mais, nous l'avons vu, il convient de reconnaître, avec M. Maurice Faure, un droit analogue à la femme française) ; elle peut, si elle ne veut ni administrer elle-même, ni abandonner l'administration à son mari la confier à un tiers qui versera périodiquement au mari la portion contributive convenable.

Nous avons dit qu'il était nécessaire de distinguer les biens réservés du mari et ceux de la femme quant à leur fonction juridique. En effet, en ce qui concerne les créanciers, les biens du mari répondent au même titre que ses apports de toutes dettes contractées au nom de l'*Union conjugale*, même de celles contractées par la femme dans l'intérêt du ménage. Au contraire, les biens réservés de la femme ne sont tenus des dettes contractées par elle dans cet intérêt, que subsidiairement à défaut de biens du mari. Ces biens ne sont donc tenus en principe que des dettes de la femme antérieures au mariage et de celles, exclu-

sivement personnelles, contractées par elle au cours du mariage.

Enfin, relatons que les biens réservés de chaque époux sont considérés comme un patrimoine spécial, en rapport juridique avec les autres patrimoines (patrimoines propres et patrimoine commun), ce qui permet l'application du système des récompenses.

C'est à l'époux qui prétend avoir des biens réservés à en faire la preuve. Sont biens réservés :

1° Ceux déclarés tels par conventions matrimoniales sous condition, bien entendu, d'authenticité de l'acte et de publication pour la sauvegarde des intérêts des tiers ;

2° Ceux résultant de la disposition d'un tiers ; pour ce mode aucune forme spéciale n'est exigée ;

3° Ceux déterminés par la loi.

Ce sont, pour l'un et l'autre époux, les objets personnels, tels que vêtements, bijoux et instruments de travail ; mais la principale source légale pour la femme est le produit de son industrie et ses économies. Alors que le mari ne conserve ses salaires comme biens réservés que par l'effet d'une convention spéciale, la femme les a de droit (art. 213) (1).

Donc, sous tous les régimes, la femme a le droit d'exercer une profession distincte de celle de son mari, sous réserve de ne pas nuire aux intérêts de

1. Avant-projet suisse, 1900. Payot et C^{ie}, éditeurs, Lausanne.

l'*Union conjugale*, ce qui motiverait une opposition du mari, et elle détient, à titre de biens réservés, le produit de son travail.

Enfin, il semble bien que toute cette institution des biens réservés ne soit pas considérée par le législateur suisse comme un principe d'ordre public. La liberté des conventions avant tout, sous réserve de l'article 25 de l'avant-projet : « Nul ne peut renoncer
« totalement ou en partie à la capacité civile. Nul ne
« peut aliéner sa liberté, ni en compromettre grave-
« ment l'exercice; » Telle est la conception de M. Huber.

CONCLUSION

Nous avons étudié dans ses grandes lignes la loi du 13 juillet 1907.

Il nous reste à voir si les nombreuses modifications qu'elle apporte au droit précédent constituent un réel progrès de la législation matrimoniale.

Nous ne pouvons pas nier que dans certains cas particuliers d'abus du mari la loi soit susceptible d'une grande utilité : elle peut être un encouragement sérieux au travail de la femme qui conservera pour elle, ou pour les appliquer elle-même aux besoins journaliers du ménage, tous les gains produits par son activité, elle peut servir d'entrave aux tendances dissipatrices d'un mari par trop insoucieux de ses devoirs de famille et créer un obstacle à ses habitudes dépensières. Et cependant, comme l'a dit M. Planiol (1) : « La mainmise du mari sur les gains de la femme, pour les dissiper, est plutôt une question de mœurs qu'une question de droit, et le danger se reproduira toujours quel que soit l'état de la législation ; on pourra seulement l'atténuer. »

1. V. Planiol, 1908, t. III, n° 911, p. 62.

Mais, ces cas de mainmise par le mari sur les salaires de la femme pour les dissiper ensuite, à sa guise, et en dépenses toutes personnelles, sont-ils vraiment assez nombreux pour motiver la présente loi ?

A la Société d'études législatives qui lui avait demandé un rapport sur la fréquence de ces cas, M. Saint Girons a répondu qu'à sa connaissance les abus du mari sont peu nombreux et qu'en tous cas la prodigalité et l'insouciance sont également possibles chez les deux époux (1).

M^{me} Schmahl elle-même, qui, comme directrice de l'Avant-Courrière, se trouve être actuellement à la tête du mouvement féministe, est venue déclarer à la même Société : « Je me suis adressée à un certain « nombre de personnes qui ont bien voulu aller dans « les manufactures de tabac, dans les différentes usi- « nes dans le quartier de la Glacière. Eh bien, il nous « a été impossible d'avoir des renseignements précis « en ce qui touche la fréquence des abus commis « par les maris. En réalité je les crois peu nombreux. »

De telles déclarations peuvent faire réfléchir sur la nécessité, voire même sur l'utilité, de la loi nouvelle. Elles ont motivé d'ailleurs cette réflexion de M. Cauwès (3) : « Bouleverser toute l'économie de notre régime légal en vue de situations très dignes de

1. *Bulletin de la Soc. d'étud. législ.*, 1902, p. 31.

2. *Bulletin de la Soc. d'étud. législ.*, 1902, p. 115.

3. *Bulletin de la Soc. d'étud. législ.*, 1902, p. 125.

pitié, mais très exceptionnelles, serait-ce bien sage? »

Nous pensons que, quelque rares que puissent être ces situations, il était humain de chercher à les conjurer, mais nous estimons avec M. Cauwès qu'il fallait éviter à tout prix de bouleverser pour cela tout notre régime matrimonial. La chose n'était guère facile, nous l'accordons, et nous craignons bien que le législateur n'y ait point réussi.

Et cette loi bouleverse notre communauté parce qu'à notre sens elle est trop générale, elle ne répond pas à son titre même : « Loi relative au libre salaire de la femme mariée », puisqu'elle est susceptible de s'appliquer à des femmes ayant des emplois très rémunérateurs, ou exerçant des professions dont on ne songerait jamais à désigner les bénéfices par le mot « salaire ».

Nous savons que l'on peut objecter que les ouvrières ne sont pas les seules à pouvoir être dignes d'intérêt, mais il est incontestable que ce sont elles que le législateur a eues spécialement en vue.

Si les hypothèses que nous mentionnions ci-dessus (page 32) concernant les bourgeoises ruinées par leur mari et se mettant résolument au travail, venaient à se réaliser, rien n'empêcherait les intéressées de demander la séparation de biens, pour l'avenir.

C'est pourquoi nous regrettons que la loi française ne se soit pas inspirée davantage de la loi belge ; c'est pourquoi nous regrettons notamment qu'elle

n'ait point, comme cette dernière, fixé un maximum de rémunération, au delà duquel la loi serait inapplicable ; c'est pourquoi aussi nous regrettons qu'elle n'ait point refusé le bénéfice de la loi aux femmes commerçantes. Nous avons déjà relaté cette situation désastreuse du mari qui, associé dans les pertes, risque de ne l'être pas dans les gains.

La loi belge nous semble, quant à nous, moins compliquée et cependant, à certains points de vue, plus complète que la nôtre ; elle détermine, en effet, la capacité de la femme pour engager son travail, question que la loi française a entièrement passée sous silence, de sorte qu'il est permis de se demander quel est au juste le droit de la femme sur ce point.

Plus particulièrement, nous reprochons à la loi d'avoir conféré des droits trop étendus, à la femme sur ses biens réservés ; nous nous sommes déjà expliqué sur cette question ; nous avons montré l'anomalie qu'il y a à donner plus de facilités à toute femme mariée pour disposer des immeubles provenant de ses économies, qu'à une femme séparée des biens pour l'aliénation de ses immeubles propres.

Il faut regretter aussi toute l'organisation de cette procédure entre époux concernant la contribution aux charges du ménage ; assurément il fallait bien une sanction à la loi ; peut-être même eût-il suffi de donner purement et simplement à chaque époux, le droit de saisie-arrêt d'une partie des salaires de son

conjoint pour arriver à un résultat satisfaisant ; mais quand nous disons que cette procédure est regrettable, nous déplorons par là l'état des mœurs qui l'ont motivée ; il est indéniable que jusqu'à présent, tous les législateurs français se sont successivement efforcés de ne pas susciter entre les époux des conflits dont la solution dépendrait des tribunaux. Jusqu'ici les époux ne plaidaient guère en pratique l'un contre l'autre, si ce n'est en séparation de biens, en séparation de corps, en divorce ou en demande d'autorisation.

Nous craignons donc que cette loi du 13 juillet 1907 ne devienne dans son application et dans certains cas, plutôt une loi de désunion qu'une loi de concorde entre époux et à notre époque où le nombre des divorces augmente sans cesse, d'une façon inquiétante pour la morale publique et le bien du pays, c'est un devoir pour le législateur de ne légiférer qu'avec la plus grande prudence, sur tout ce qui concerne la famille. Or, selon la si juste observation de M. Cauwès : « Si chacun a sa caisse personnelle, l'esprit de la communauté sera profondément altéré ; il y aura tendance à dépenser pour des fins personnelles et à réduire le plus possible sa contribution aux charges du ménage (1). »

En ce qui concerne le sort des biens réservés après la dissolution de la communauté, M. Raoul de la

1. M. Cauwès. *Bull. Soc. législ.*, 1902, p. 125.

Grasserie (1) éme des opinions auxquelles il nous est impossible de nous rallier. Loin de désapprouver cette faculté que la loi donne à la femme de conserver son pécule malgré sa renonciation à la communauté, il exprime le vœu que le législateur étende ces droits à tous les héritiers de la femme (2). Bien plus ! Il affirme qu'un législateur futur viendra modifier en ce sens les dispositions de la loi. Il est certain qu'il est assez anormal de faire une distinction entre les différentes catégories d'héritiers, mais, à notre sens, si le législateur devait intervenir à ce sujet, il serait à souhaiter que ce soit pour retirer ces droits même aux héritiers en ligne directe.

Nous ne pouvons, quant à nous, trouver équitable que la femme puisse s'affranchir du passif de la communauté, tout en conservant une partie de l'actif, ni que le mari risque de payer les dettes d'une communauté, peut-être grevée du fait de la femme (3), sans pouvoir d'ailleurs s'y soustraire, alors que si celle-ci a pu réaliser de fortes économies, il ne sera pas appelé à en partager le montant.

Le mari travaille pour deux, la femme pour elle seule. Non, un tel privilège, inséré dans la loi proba-

1. M. R. de la Grasserie. *Lois nouvelles analysées et expliquées*, 1907, p. 497.

2. On sait que ce droit est seulement conféré à la femme et à ses héritiers en ligne directe,

3. Cela arrive souvent quand la femme est commerçante.

blement sur l'inspiration de la loi genevoise de 1894, est inadmissible, surtout dans le cas de survie du mari.

Si l'on suit cette pente, on en arrivera fatalement un jour ou l'autre à chercher des moyens de protection pour le mari contre sa femme. Nous n'en sommes plus au temps de la véritable « collaboratio » entre époux, à ce XIII^e siècle où selon l'expression de M. Lefebvre (1) « la communauté d'alors fonctionne comme une franche compagnie où chacun dans un rôle domestique différent tient sa place d'associé ».

Notre loi du 13 juillet 1907 est-elle un acheminement vers une séparation de biens plus complète, mais contraire à notre tradition nationale ? Nous espérons bien que non. Et comment l'union des personnes ne comporterait-elle pas l'union des intérêts ?

Mais nous ne voudrions pas exagérer la portée de la loi de 1907. Il est bien certain que le but du législateur n'était autre que de protéger la femme qui travaille, contre un mari sans scrupules. Et, certes, le sort d'une famille réduite à la misère par le fait de son chef, est tellement digne de pitié, qu'il faut savoir gré au législateur d'avoir tenté quelque chose pour en éviter l'existence.

1. M. Ch. Lefebvre. *Histoire du dr. matrim. français*, 1906, p. 238.

La jurisprudence aura à développer ou à restreindre la portée d'application de la loi nouvelle; il faut attendre les décisions de justice, pour voir de quelle façon cette loi entrera dans les mœurs, et pour juger sainement la transformation qui en aura résulté. Il est fort possible que la loi soit d'une application pratique trop générale, comme il se peut que les tribunaux la restreignent.

Nous devons attendre pour savoir si le législateur aura réussi. Nous n'osons l'affirmer...

Et voilà comment, après avoir, au début de notre étude, espéré que la loi relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage répondait aux desiderata justifiés de l'opinion, nous avons été conduits à la critiquer sur divers points, et à montrer que quant à nous, elle ne nous satisfait pas entièrement.

Qu'on ne nous objecte pas que nous devrions en ce cas proposer un autre texte : nous ne sommes pas législateur. Nous avons voulu étudier la loi du 13 juillet 1907 et nous constatons que bonne dans son principe elle a été mal rédigée et a peut-être dépassé son but.

Malgré tout, nous espérons que lord Pensanze s'est trompé, du moins en ce qui concerne notre pays, la France, quand il a dit à la Chambre des pairs d'Angleterre : « Je sais malheureusement par ma longue

« expérience, qu'il n'existe pas de causes plus com-
« munes de violences et de sévices que la posses-
« sion par la femme de sommes d'argent, qu'elle a le
« droit de conserver par devers elle (1). »

1. *Bull. Soc. étud. législ.*, p. 153.

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu : le Président de la thèse
CH. LEFEBVRE

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.	

TITRE I

CHAPITRE UNIQUE. — <i>Origine de la loi du 13 juillet 1907.</i>	3
Motifs de la loi	4
Lois du 9 avril 1881 et du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne	8
Loi du 20 juillet 1886 sur la caisse nationale des retraites	9
Loi du 6 février 1893 sur les nouveaux droits de la femme séparée de corps.	10
Projet Jourdan de 1891.	11
Projet Goirand	12
Rapport de M. Goujon.	12
Rapport de M. Goirand.	13
Vote de la Chambre du 27 février 1896	16
Rapport de M. Guillier au Sénat	17
Rapport de M. Viollette à la Chambre.	17

TITRE II

Commentaire de la loi.

Texte de la loi.	19
CHAPITRE PREMIER. — <i>Cas d'application.</i>	23

Amendement de M. Faure.	23
Opinion de M. Guillier.	26
Rétroactivité de la loi	28
CHAPITRE DEUXIÈME. — <i>Consistance des biens réservés.</i>	31
Que faut-il entendre par produits du travail personnel?	31
Femme commerçante	33
Que faut-il entendre par travail commun des époux?	36
Propriété artistique et littéraire.	38
Assurances sur la vie	41
Rentes viagères	42
Accidents du travail.	43
Retraites de vieillesse	44
Lots sortis aux tirages	45
CHAPITRE TROISIÈME. — <i>Droits de la femme sur les biens réservés</i>	47
Opérations, à crédit.	47
Disposition à titre onéreux.	48
Les biens réservés constituent un patrimoine nouveau.	51
Preuve de la provenance des biens réservés.	53
Responsabilité des tiers	53
Responsabilité des officiers ministériels	55
Droit d'ester en justice.	57
CHAPITRE QUATRIÈME. — <i>Droits du mari</i>	58
Retrait, en cas d'abus, des pouvoirs de la femme.	59
Procédure de la demande de retrait	61
Comment les tiers sont-ils prévenus?	62
Caractère provisoire des jugements en matière de retrait.	
CHAPITRE CINQUIÈME — <i>De la contribution aux charges du ménage</i>	65
Coopération spontanée des époux aux charges.	65
Saisie-arrêt des salaires d'un époux par son conjoint.	66
Caractère de cette saisie-arrêt	67

Abandon du domicile conjugal	69
Existence séparée de fait.	71
Loi du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des salaires et petits traitements.	76
Procédure de la saisie-arrêt d'après la loi de 1907.	78
CHAPITRE SIXIÈME. — <i>Droits des créanciers.</i>	84
a). — De la femme	84
b). — Du mari.	85
Preuve par le créancier que la dette a été contractée dans l'intérêt du ménage.	86
La femme peut-elle donner à son mari mandat de toucher ses salaires ?	88
La femme peut-elle s'engager pour son mari	88
Opinion de M. Faure.	89
Opinion de M. Viollette	89
CHAPITRE SEPTIÈME. — <i>Caractère juridique des biens réservés.</i>	93
S'il y a communauté	93
Renonciation de la femme à la communauté.	94
S'il n'existe aucune société pécuniaire entre époux.	95

TITRE III

Combinaison de la loi avec les différents régimes matrimoniaux.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Régime de communauté</i>	97
Dettes	99
§ 1. — Contractées par le mari	100
§ 2. — Contractées par la femme	101
a). — Sans autorisation	101
b). — Sans autorisation mais dans l'intérêt du ménage.	104
c). — Avec autorisation maritale.	106

1 ^o Cas ordinaire.	107
2 ^o Femme commerçante	107
d). — Avec autorisation de justice	108
Dissolution de la communauté	110
A). — Liquidation;	110
B). — Preuve des biens réservés.	111
CHAPITRE DEUXIÈME. — <i>Régime exclusif de communauté.</i>	114
Controverse relative aux salaires de la femme anté- rieurement à la loi de 1907	114
Intérêt de la loi sous ce régime.	115
CHAPITRE TROISIÈME. — <i>Séparations de biens.</i>	117
a). — Actes d'aliénation.	118
b). — Actes d'administration.	119
Contribution de la femme sous ce régime.	121
CHAPITRE QUATRIÈME. — <i>Régime dotal</i>	124
État de la législation avant 1907.	125
Effets de la loi en présence d'une clause de dotalité universelle	126

TITRE IV

Législation comparée.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Allemagne.</i>	131
Code civil de 1896-1900	131
Sources de biens réservés.	132
Régime légal allemand.	134
Régime conventionnel (communauté).	137
CHAPITRE DEUXIÈME. — <i>Belgique</i>	140
Loi du 14 mars 1900.	140
La femme peut louer ses services sauf opposition du mari	141
La femme peut toucher seule ses salaires	142

Critique de la loi belge	143
CHAPITRE TROISIÈME. — <i>Suisse</i>	145
Loi genevoise du 7 novembre 1894.	145
Avant projet suisse de 1900	148
CONCLUSION	155

